



Carrefours JEunesse: Contribution socio- économique, défis et pistes de réflexion

Réseau des Carrefours
Jeunesse-Emploi du Québec

Rapport final

—
3 octobre 2025





Table des matières

00	Sommaire	4
01	L'évolution des enjeux impactant la jeunesse québécoise	9
02	L'offre de services des CJE	17
03	La contribution socio-économique des CJE	27
04	Les défis rencontrés par les CJE	42
05	Conclusion et pistes de réflexion	47

Contexte et objectifs du mandat confié à KPMG par le Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec

Le Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ) regroupe, soutient et représente 92 des 111 des Carrefours jeunesse-emploi (CJE) du Québec afin de développer, promouvoir et défendre des actions adaptées aux besoins des jeunes. KPMG a été mandatée par le RCJEQ afin de réaliser une analyse indépendante visant à:

- Documenter les défis rencontrés par la jeunesse québécoise, notamment en matière d'intégration au marché du travail et de réussite éducative.
- Illustrer, et lorsque possible quantifier, la contribution positive des activités des CJE sur les jeunes, le gouvernement du Québec et à la société plus largement.
- Présenter les principaux défis rencontrés par les CJE dans la réalisation de leur mission et identifier des pistes de réflexion pour les surmonter.

En plus du sommaire, le présent rapport est divisé en cinq grandes sections:

- La première section met en lumière les grands enjeux auxquels font face les jeunes du Québec et auxquels tentent de répondre les CJE. L'analyse s'attarde notamment sur les défis en lien avec l'intégration des jeunes au marché du travail et le décrochage scolaire, en plus de mettre l'accent sur le rôle que devront jouer les jeunes à l'avenir dans le renouvellement de la main-d'œuvre québécoise;
- La deuxième section présente sommairement l'offre de services des CJE, la complémentarité du modèle CJE avec les autres acteurs de l'écosystème ainsi que l'alignement de leurs activités avec les priorités gouvernementales;
- La troisième section met en lumière les impacts socio-économiques associés notamment aux services de soutien à l'emploi et aux études offerts par les CJE. Elle examine les retombées positives de l'action des CJE sur les jeunes, le gouvernement et la société dans son ensemble. Des études de cas y sont présentées afin d'estimer l'impact potentiel des CJE sur la rémunération des jeunes et sur les recettes publiques, à partir de trois scénarios types. Les coûts économiques pour les jeunes et pour l'État sont ensuite extrapolés à l'échelle de la province;
- La quatrième section détaille les principaux défis rencontrés par les CJE, y compris d'un point de vue financier et administratif;
- La cinquième et dernière section conclut avec quelques constats clés émanant des analyses et propose des pistes de réflexion pour l'avenir des CJE.

00

Sommaire

Sommaire (1/4)

Le Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec (RCJEQ) a mandaté KPMG pour réaliser une analyse indépendante visant à documenter les défis auxquels fait face la jeunesse québécoise, à illustrer la contribution socioéconomique des activités des CJE, ainsi qu'à présenter les principaux obstacles rencontrés par les CJE dans l'accomplissement de leur mission et à proposer des pistes de réflexion pour les surmonter. Le rapport est structuré en cinq sections, dont les principaux constats sont synthétisés dans ce sommaire.

1. L'évolution des enjeux impactant la jeunesse québécoise

Le marché du travail est en pleine transformation.

- Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois. Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation. L'Institut du Québec estime en effet que les 15 à 24 ans représentent 24% des emplois vulnérables alors qu'ils ne représentent que 13% de la main-d'œuvre totale.
- Parallèlement, le vieillissement démographique entraîne un volume croissant de départs à la retraite, exerçant une pression sur la disponibilité de main-d'œuvre et la transmission des savoirs. Dans ce contexte, les jeunes continueront de jouer un rôle clé dans le renouvellement des talents, mais ils se heurtent à certains obstacles : hausse du décrochage scolaire, taux de chômage structurellement plus élevé que la moyenne et prévalence accrue d'enjeux de santé mentale.

2. L'offre de services des CJE

Il existe 111 CJE à travers l'ensemble des régions administratives du Québec. Leurs services ciblent principalement les jeunes de 15 à 35 ans et s'articulent autour de quatre grands champs d'intervention:

- L'insertion socioprofessionnelle : orientation professionnelle, recherche d'emploi, formation, soutien à l'entrepreneuriat et soutien en emploi.
- La réussite éducative : tutorat, accompagnement scolaire, orientation éducative et soutien du retour aux études.
- La santé mentale et l'autonomie personnelle et sociale : informations et ressources liées à la santé mentale, à la prévention de la dépendance, à la vie affective et sexuelle, et référencement aux autres ressources de santé spécialisées.
- L'écocitoyenneté : sensibilisation aux enjeux environnementaux, adoption de pratiques écoresponsables et projets d'amélioration environnementale, l'engagement citoyen par des initiatives de bénévolat et de volontariat, et par la participation aux lieux de décisions.

Les CJE proposent un noyau de services communs, mais leur offre s'adapte à chaque territoire pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes. Leur action est complémentaire à celle des autres organismes et ressources de l'écosystème, et elle s'inscrit en cohérence avec les sept axes du Plan d'action jeunesse 2025-2030 du gouvernement du Québec.

Sommaire (2/4)

3. La contribution socio-économique des CJE

Les services de soutien à l'emploi et aux études offerts au Québec ont un impact positif sur les jeunes...

- Via le soutien aux études, les CJE accompagnent les jeunes tout au long de leur parcours scolaire, en favorisant la persévérance et en soutenant le retour aux études, afin de faciliter l'obtention d'un diplôme.
- Les CJE offrent des services d'insertion (p. ex. recherche d'emploi, rédaction de CV, orientation professionnelle) qui appuient les démarches d'intégration ou de réintégration au marché du travail. Au-delà de l'accès à un emploi, ces services encouragent l'introspection et le développement personnel pour une insertion durable, cohérente avec les objectifs et les compétences des jeunes.
- Par leurs programmes de promotion des saines habitudes de vie et leur rôle de relais vers des ressources spécialisées (notamment en santé mentale), les CJE contribuent à rompre l'isolement de certains jeunes et à améliorer leur santé mentale et physique, leur autonomie et leur sentiment d'accomplissement.

... sur le gouvernement et les contribuables

- Les services tels que ceux offerts par les CJE ne profitent pas seulement aux jeunes : ils jouent un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements (en contribuant à l'augmentation à la fois du bassin de contribuables et du revenu moyen), tout en évitant certains coûts, dont les prestations d'assistance sociale.
- ... et la société dans son ensemble.
- En participant au développement d'une main-d'œuvre reflétant les besoins du tissu industriel local, en offrant des activités de maillage entre les jeunes et les entreprises et en soutenant les projets entrepreneuriaux des jeunes, les CJE contribuent au développement économique régional.
- Les CJE renforcent l'engagement citoyen et communautaire en offrant aux jeunes l'opportunité de participer à différents projets de bénévolat et à certains lieux décisionnels (ex.: conseils d'administration).
- Que ce soit par l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation, ou par la mise en place de projets spéciaux en lien avec les enjeux environnementaux, les CJE outillent les jeunes à passer à l'action via la mise en œuvre de projets concrets.

Sommaire (3/4)

3.1 Trois cas types illustrés par des études de cas

KPMG a développé une approche par études de cas afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes gouvernementales, pour trois scénarios fréquemment rencontrés:

1. Accompagnement d'un jeune en situation de décrochage jusqu'à l'obtention de son diplôme d'étude secondaire (DES) ;
2. Intervention auprès d'un jeune en situation de travail précaire dans la recherche et l'obtention d'un emploi stable, à temps plein ;
3. Prise en charge d'un jeune prestataire du programme d'aide sociale et soutien à sa réinsertion sur le marché du travail.

Ces résultats ont par la suite été projetés sur l'ensemble des jeunes Québécois qui rencontrent ces situations afin de donner une indication du manque à gagner total, à titre illustratif uniquement. Le tableau ci-dessous présente les résultats de cette estimation ¹.

Impacts sur le revenu des jeunes et sur les recettes des gouvernements découlant de...

...l'obtention d'un diplôme d'études secondaires

En 2024-25, on estime à environ **11 000** le nombre de **jeunes ayant décroché** au Québec.

En comparant leur situation à celle de détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, dont les salaires annuels moyens sont plus élevés, on observe des écarts de:

- **3,0 G\$ de rémunération nette** pour l'ensemble des 11 000 décrocheurs, sur la totalité de leur vie active.
- **1,7 G\$ de recettes nettes** pour l'État, sur la totalité de la vie active de ces 11 000 décrocheurs.

...l'obtention d'un emploi stable, à temps plein

On estime à environ **15 000** le nombre de jeunes de 15 à 35 ans occupant un **emploi à temps partiel de façon involontaire** en 2025.

En comparant une situation où ces jeunes occupent un emploi à temps partiel involontaire à celle de jeunes occupant un emploi à temps plein pendant une période de cinq ans, on observe des écarts de :

- **1,9 G\$ de rémunération nette** pour les jeunes travailleurs à temps partiel, sur la période.
- **0,5 G\$ de recettes nettes** pour l'État.

...la réinsertion sur le marché du travail

En date d'avril 2025, on compte **56 330 prestataires du programme d'aide sociale** de 35 ans et moins au Québec. Ces derniers demeurent inscrits au programme pendant une moyenne de 3,64 ans.

En coupant de moitié le temps passé au sein du programme (soit 1,8 année), on observe des écarts de :

- **4,9 G\$ de rémunération nette** pour les jeunes, sur la période.
- **2,8 G\$ de recettes nettes** pour l'État.

Au Québec, les CJE constituent un levier important pour réduire les manques à gagner ou générer des économies de coûts associés à ces situations, tant pour les jeunes que pour l'État. Grâce à l'accompagnement personnalisé et adapté offert aux jeunes, les CJE contribuent à la persévérance scolaire et à une intégration durable au marché du travail.

Note: (1) Les informations présentées sur cette page doivent être interprétées à la lumière des hypothèses détaillées à la section 3.1 et à l'annexe A de ce rapport. Des analyses plus fines seraient requises pour préciser ces valeurs.

Sommaire (4/4)

4. Les défis rencontrés par les CJE

Plusieurs défis continuent d'impacter les activités des CJE et la qualité des services offerts aux jeunes.

- L'étendue du territoire et la faible densité de population dans certaines régions engendrent des inégalités d'accès aux services, et ce, malgré les efforts des CJE et la multiplication des points de service.
- Les coupes budgétaires et l'élimination des mesures gouvernementales spécifiques aux jeunes limitent la portée des services offerts par les CJE.
- La complexité des ententes de financement avec les différentes instances gouvernementales et la lourdeur administrative des processus de reddition de comptes obligent les CJE à consacrer environ le tiers de leurs ressources aux tâches administratives plutôt qu'à leur mission première.
- La structure de certaines ententes de financement mène à l'exclusion de jeunes dont les profils ne correspondent pas parfaitement aux critères définis par les instances gouvernementales.

5. Conclusion et pistes de réflexion

Afin de mieux répondre aux besoins des jeunes, d'utiliser de manière plus efficiente les fonds publics et d'accroître la contribution socio-économique des CJE, différentes pistes de réflexion pourraient être explorées:

Pour le gouvernement:

- Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et d'alléger les exigences administratives liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.
- Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales garantisse un accès universel aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEQ, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).
- Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.

Pour le RCJEQ:

- Mettre en place un processus collectif de données en continu et exhaustif pour mesurer l'étendue et la portée des activités des CJE dans leurs différents domaines, et pour aider les CJE à saisir les besoins propres à chaque territoire. Explorer des opportunités de partenariat avec des institutions de recherche.
- Poursuivre l'implantation du CJE de l'Avenir (CJE virtuel) afin de renforcer le réseau et les relations entre les CJE, leurs équipes, les jeunes, les partenaires et les employeurs de l'ensemble.
- Poursuivre et réussir l'élaboration et la mise en œuvre d'un système d'accréditation qui favorise une dynamique associative saine, s'appuyant sur l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion au sein de tous les CJE.

01

**L'évolution des
enjeux impactant la
jeunesse québécoise**

Un marché du travail en pleine transformation, impacté notamment par le déploiement de l'intelligence artificielle

Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois, y compris dans les secteurs de services professionnels et scientifiques.

- L'intelligence artificielle, la numérisation des processus, la robotisation et l'analyse des données massives rendent possible l'automatisation de tâches de plus en plus complexes, autrefois réalisées par des humains.
- Selon un rapport récent de l'Institut du Québec, 18 % de la main-d'œuvre québécoise occupent ou recherchent des postes jugés vulnérables à l'automatisation.

Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation.

- L'Institut du Québec estime en effet que les 15 à 24 ans représentent 24% des emplois vulnérables alors qu'ils ne représentent que 13% de la main-d'œuvre totale.
- Ce phénomène touche également les jeunes diplômés universitaires. À mesure que les outils d'intelligence artificielle gagnent en puissance et en capacité, l'appétit des employeurs pour des ressources en début de carrière est susceptible de diminuer. Cette dynamique pourrait constituer un des facteurs explicatifs à la hausse du chômage des 22-26 ans titulaires d'au moins un baccalauréat, dont le taux a dépassé la moyenne québécoise en 2024 (6,9 % contre 5,3 %).

Combinée à l'automatisation croissante de certains secteurs d'activités, l'obsolescence accélérée des compétences entraînera d'importants besoins en requalification de la main-d'œuvre.

- Selon l'OCDE, la durée de vie estimée des compétences est passée de 30 ans en 1987, à environ deux ans aujourd'hui, soulignant l'importance d'investir dans la formation et la requalification de la main-d'œuvre.



Notes: (1) Les emplois hautement qualifiés exigent un diplôme d'études universitaires ou collégiales, les emplois qualifiés exigent normalement un diplôme d'études professionnelles (DEP) de niveau secondaire ou un diplôme d'une école de métier, et les emplois peu qualifiés requièrent un diplôme d'études secondaires (DES) générales ou moins.

Sources: Dell Technologies, IFTF, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, OCDE, Institut du Québec [\[lien\]](#), Statistique Canada, analyse KPMG

Une population vieillissante qui continuera d'exercer des pressions sur le marché du travail

L'augmentation de la part de la population québécoise âgée de 65 ans et plus au sein de la population totale devrait se poursuivre jusqu'en 2034.

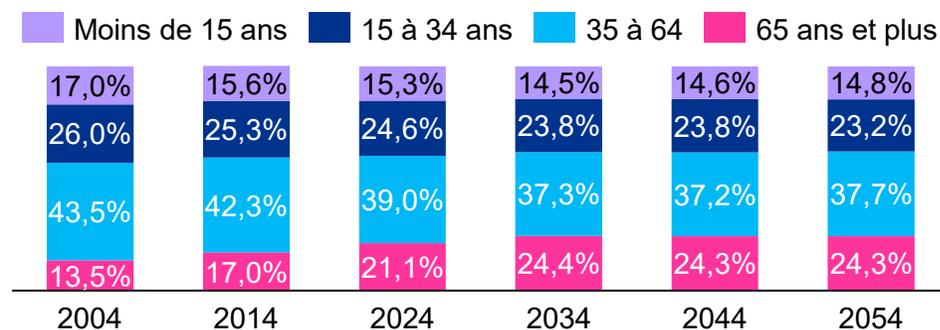
- Selon les prévisions démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, les personnes de 65 ans et plus devraient représenter près du quart (23,8%) de la population québécoise en 2034, alors qu'elles représentaient 13,5% en 2004. Ce phénomène est notamment attribuable à la baisse de la natalité dans les années suivant le baby-boom (1946-1965) et à la hausse de l'espérance de vie.

Le vieillissement de la population se traduit par un nombre croissant de départs à la retraite. Cette dynamique continuera d'exercer de la pression sur le marché du travail en compliquant l'embauche d'employés, particulièrement dans les secteurs ou les régions en pénurie ou en rareté de main-d'œuvre.

- En 2024, environ 68 500 travailleurs ont quitté leur emploi pour prendre leur retraite, une hausse de 68,2% par rapport au niveau de 2004 (40 700).

Projections démographiques par groupe d'âge

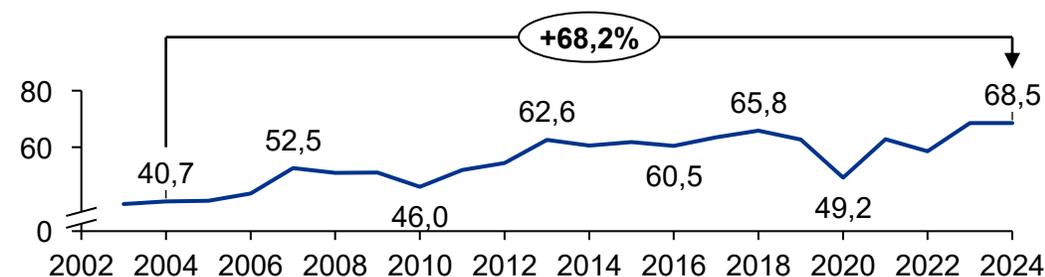
En %, 2004-2054



Source: Institut de la statistique du Québec

Nombre de travailleurs ayant quitté leur emploi dans la dernière année pour prendre leur retraite

En milliers, moyenne sur 12 mois, 2004-2024



Source: Statistique Canada

Pour faire face à ce défi, le Québec devra notamment s'appuyer sur la croissance de la productivité, l'immigration et une participation accrue des jeunes au marché du travail.

Sources: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère de la Famille, Institut du Québec [\[lien\]](#), analyse KPMG

Un rôle clé pour les jeunes dans le renouvellement de la main-d'œuvre

Malgré le vieillissement de la population québécoise, le nombre de jeunes devrait continuer de croître dans les prochaines années. Selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec, le nombre de jeunes de 15 à 34 ans devrait passer d'environ 2,22M en 2025 à plus de 2,31M en 2040.

Selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, l'intégration réussie des jeunes au marché du travail sera essentielle au bon fonctionnement de l'économie québécoise.

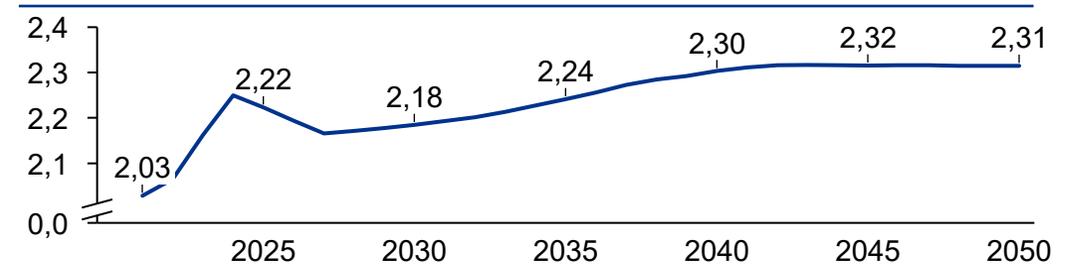
- Les jeunes actuellement aux études seraient appelés à pourvoir 50% des 1,6 million d'emplois à combler au Québec sur la période 2022-2031.

Dans l'ensemble, la population jeune est plus scolarisée que jamais, donc plus susceptible de détenir les compétences nécessaires sur le marché du travail de demain ¹. Cependant, il est important de reconnaître que les jeunes n'ont pas tous les mêmes opportunités. Certains jeunes font ainsi face à certains défis qui pourraient affecter leur intégration au marché du travail.

- Sachant que les jeunes sont la principale solution pour pourvoir les postes de demain, il est nécessaire de fournir un soutien ciblé à ceux qui pourraient rencontrer des difficultés lors de leur transition vers le marché du travail, en veillant à ce qu'ils détiennent les qualifications et développent les compétences nécessaires pour répondre aux attentes des employeurs.

Population québécoise de 15 à 34 ans

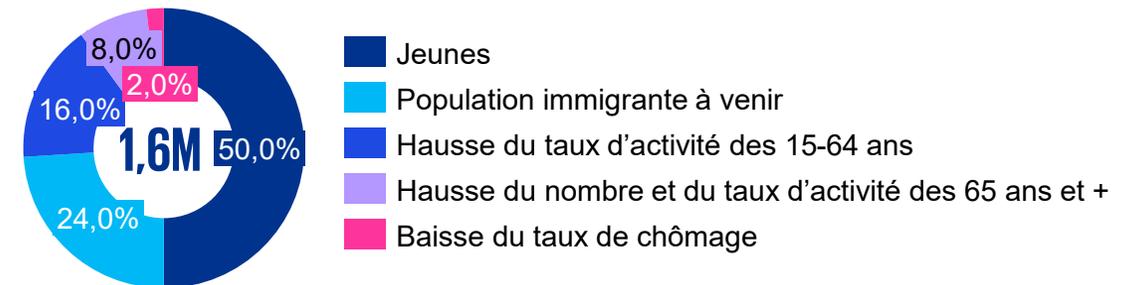
En millions de personnes, 2021-2050



Source: Institut de la statistique du Québec

Postes à pourvoir et provenance de la main-d'œuvre

En millions d'emplois et en %, 2022-2031



Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les pages suivantes explorent certains des défis auxquels est confrontée la jeunesse québécoise.

Notes: (1) En route vers un brillant avenir : la jeunesse canadienne entre les études et le marché du travail, Desjardins Études économiques, Avril 2023.

Sources: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, analyse KPMG

Les décrocheurs demeurent nombreux parmi les élèves du secondaire...

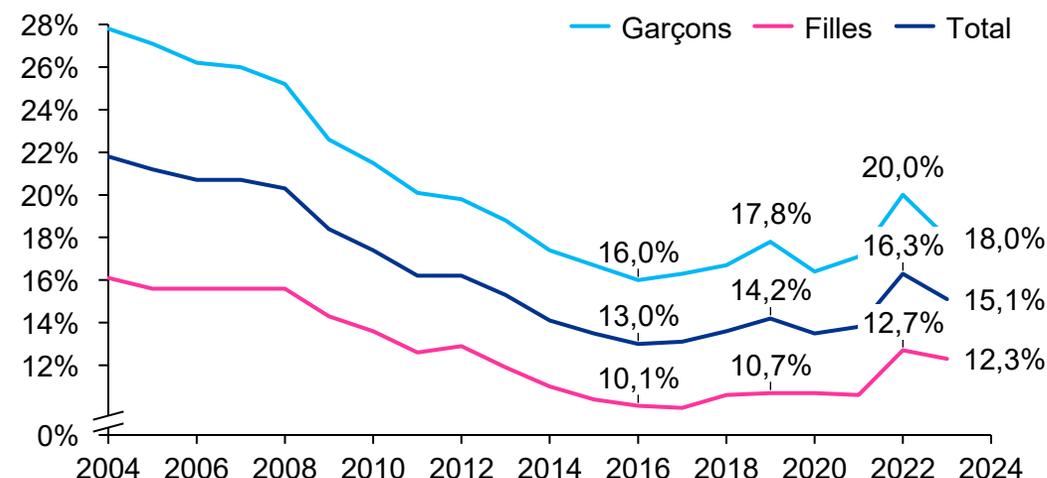
Le taux de sorties sans diplôme ni qualification des élèves du secondaire ¹ est en hausse par rapport à son niveau de 2016.

- Le taux de sortie sans diplôme ni qualification est passé de 13,0% en 2016 à 16,3% en 2022. Cette hausse était plus marquée chez les garçons (+ 4,0 p.p.) que chez les filles (+ 2,6 p.p.) et pouvait s'expliquer par plusieurs facteurs :
 - Les effets de la pandémie et des cours en ligne sur la motivation à l'école;
 - L'attrait d'un marché du travail très favorable aux travailleurs et dans lequel les employeurs ont revu à la baisse leurs critères d'embauche (un phénomène qui tend à se résorber depuis);
 - Le manque de ressources dans les écoles pour encadrer et accompagner les élèves en difficulté.

Bien qu'une diminution ait été enregistrée en 2023 (15,1 %, soit -1,2 p.p.), le taux de sortie sans diplôme ni qualification demeure plus élevé que son niveau pré-pandémique (14,2% en 2019). Par ailleurs, le nombre de sorties demeure élevé, ayant dépassé la barre des 10 000 jeunes en 2020.

Taux de sorties sans diplôme ni qualification parmi les élèves sortants du secondaire au Québec¹

En %, 2004 à 2023 (années scolaires)



Source: Institut de la statistique du Québec

Notes: (1) Représente la part des élèves du secondaire en formation générale des jeunes (FGJ) qui ont quitté le secondaire une année donnée, alors qu'ils n'avaient aucun diplôme ni qualification. Bien que lié au décrochage, cet indicateur ne permet pas d'isoler le phénomène le décrochage scolaire des autres causes de sorties de scolarité, comme l'émigration, la morbidité ou la mortalité.

Sources: Ministère de l'Éducation, La Presse, Institut de la statistique du Québec, Le Devoir, analyse KPMG

... et la santé mentale des jeunes continue de se détériorer

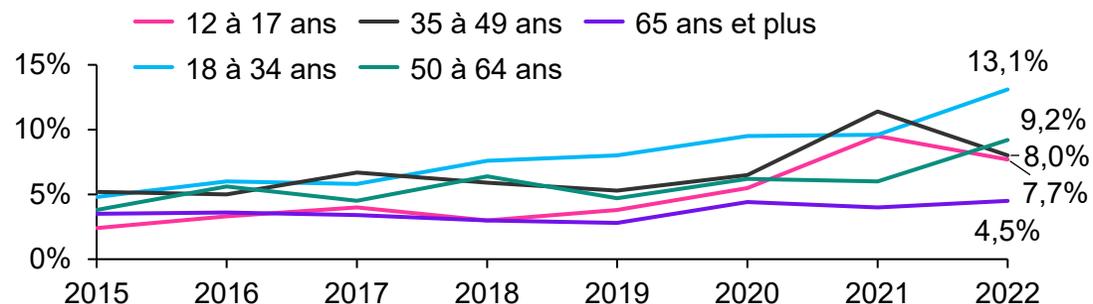
Selon les données de Statistique Canada, la santé mentale des Québécois s'est détériorée entre 2015 et 2022, un phénomène particulièrement prononcé chez les jeunes.

- En 2022, 7,7% des 12-17 ans et 13,1% des 18-34 disaient avoir une santé mentale passable ou mauvaise, en hausse de 5,3 p.p. et 8,3 p.p. respectivement par rapport à 2015.
- En comparaison, la proportion des 65 ans et plus dont la santé mentale perçue est passable ou mauvaise a connu une hausse de 1 p.p., passant de 3,5% à 4,5% sur la même période.

Par ailleurs, entre 2010 et 2022, la proportion d'élèves du secondaire avec un trouble anxieux diagnostiqué par un professionnel de la santé a plus que doublé, passant de 8,6% à 19,9%. Cette hausse était particulièrement prononcée chez les filles (11,0% à 29,3%).

Proportion de personnes dont la santé mentale perçue est passable ou mauvaise, par groupe d'âge

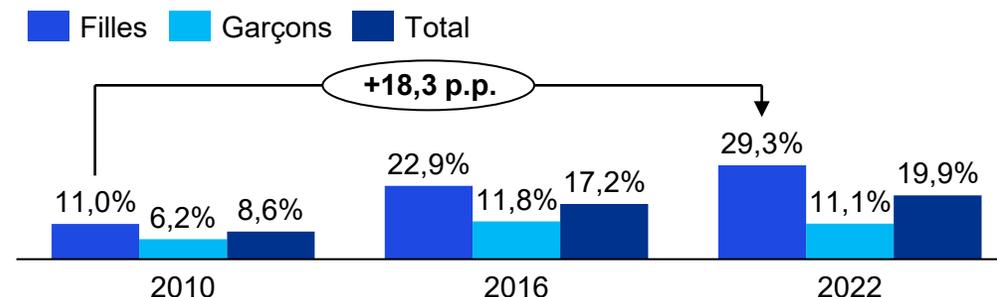
En %, 2015 à 2022



Source: Statistique Canada

Troubles anxieux confirmés par un professionnel de la santé parmi les élèves du secondaire

En %, 2010, 2016 et 2022 (années scolaires)



Source: Institut de la statistique du Québec

Ces résultats sont préoccupants, à la fois quant au bien-être des jeunes ainsi qu'à leur capacité à contribuer pleinement à la société. L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire note d'ailleurs un risque de décrochage scolaire plus élevé chez les élèves ayant une santé mentale languissante ou vivant de la détresse psychologique.

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2022-2023, analyse KPMG

Un taux de chômage historiquement plus élevé chez les jeunes

Les jeunes sont confrontés à un taux de chômage élevé, un phénomène persistant qui impacte désormais les jeunes les plus scolarisés.

- Le taux de chômage pour les 15-24 ans s'élevait à 10,2 % en mai 2025, tandis qu'il était de 5,0% pour les 25-54 ans et de 5,5% pour les 55 ans et plus.
- En 2024, le taux chômage des 22-26 ans titulaires d'au moins un baccalauréat a dépassé la moyenne québécoise (6,9 % contre 5,3 %).

Sans surprise, ce phénomène touche également les personnes sans diplôme, ainsi que, dans une moindre mesure, celles dont le dernier diplôme est un diplôme d'études secondaires (DES).

- En date de mai 2025, le taux de chômage atteignait 7,2% chez les personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires et 6,5% pour les détenteurs d'un DES, contre 3,6% pour les détenteurs d'un baccalauréat. Cet écart est plus prononcé chez les femmes (8,8% pour les décrocheurs contre 2,7% pour les détenteurs d'un baccalauréat).

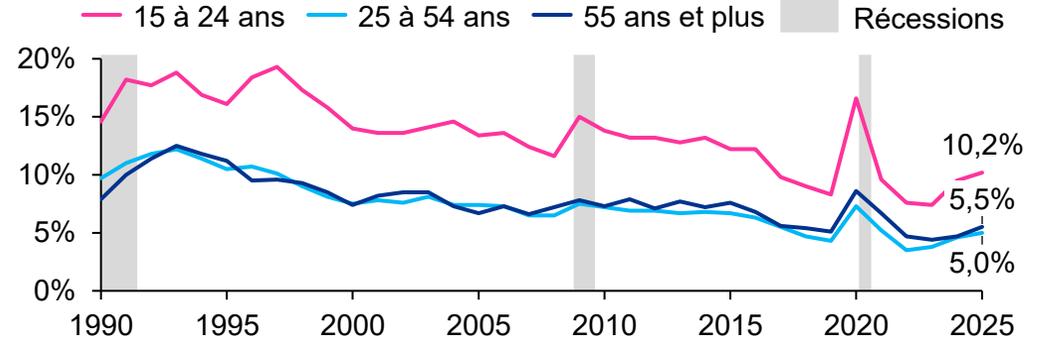
Au nombre des défis rencontrés, on note notamment l'inadéquation entre les compétences acquises et les emplois offerts, le manque d'expérience et la surreprésentation dans les secteurs d'activités précaires et vulnérables à l'automatisation. Ceci se traduit par une vulnérabilité accrue aux conditions économiques.

- Ce phénomène suscite des préoccupations dans le contexte actuel. Les tensions commerciales persistantes entre le Canada et les États-Unis génèrent un climat d'incertitude pour les employeurs, principalement dans les secteurs axés sur le commerce extérieur. Cette incertitude se traduit par une grande prudence dans la gestion des ressources humaines: de nombreuses entreprises préférant retarder ou réduire leurs embauches.

Sources: Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, Institut du Québec [lien], Banque du Canada [lien], analyse KPMG

Taux de chômage par groupe d'âge au Québec

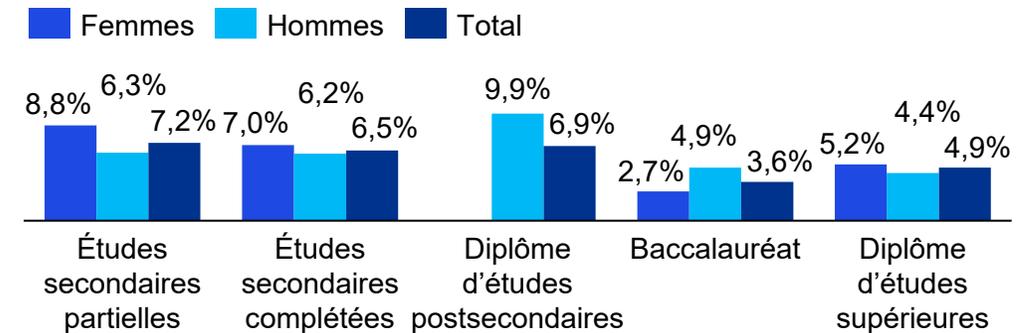
En %, 1990-2025 (mai)



Source: Statistique Canada

Taux de chômage par niveau de scolarité au Québec

En %, mai 2025



Source: Statistique Canada

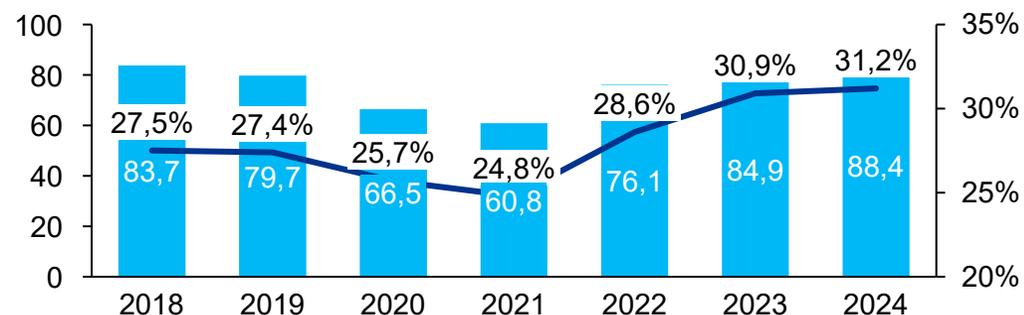
Des jeunes et des personnes moins scolarisées parmi les prestataires d'assistance sociale

Environ 88 400 jeunes âgés de 35 ans et moins bénéficiaient des programmes d'assistance sociale au Québec en décembre 2024, qui incluent les programmes d'aide sociale, de revenu de base, de solidarité sociale et d'objectif emploi.

- Ce chiffre représente près du tiers (31,2%) de l'ensemble des prestataires, une proportion en hausse par rapport à 2018 (27,5%) mais légèrement inférieure à leur poids au sein de la population en âge de travailler (35,9%).

Proportion et nombre de prestataires d'assistance sociale âgés de 35 ans et moins au Québec

En milliers et en %, 2018 à 2024 (décembre)



Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

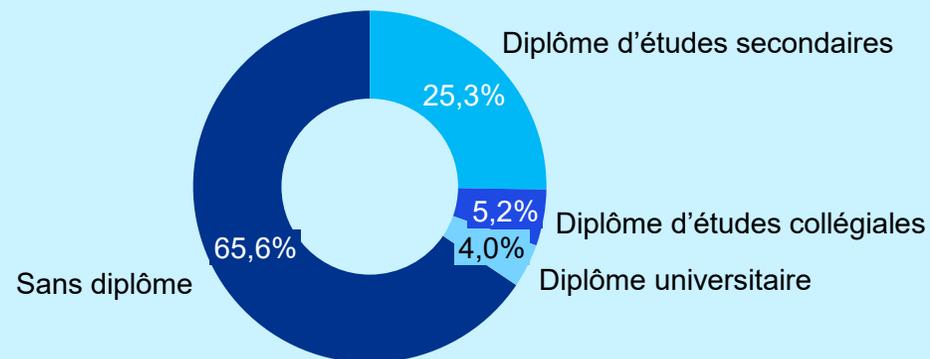
Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, analyse KPMG

Davantage que l'âge, le niveau de diplomation représente un déterminant important du recours aux programmes d'assistance sociale. En excluant ceux dont le niveau de scolarité est inconnu, le recours à l'assistance sociale touche particulièrement les personnes sans diplôme, qui représentaient 65,6 % des prestataires en date de décembre 2024.

- À titre comparatif, 25,3 % des prestataires détenaient un DES et respectivement 5,2% et 4,0% des prestataires détenaient au maximum un diplôme d'études collégiales et universitaires.

Répartition des prestataires d'assistance sociale selon le diplôme maximum obtenu

En %, décembre 2024



Source: Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

02

L'offre de services des CJE

Les Carrefours Jeunesse: Un modèle unique pour soutenir l'insertion sociale, citoyenne et économique de la jeunesse

Les 111 Carrefours JEunesse (CJE) du Québec sont des organismes communautaires indépendants, dont la mission est d'accompagner et de conseiller les jeunes adultes âgés de 15 à 35 ans, sans exclusion, dans leurs démarches d'intégration sociale et économique, que ce soit pour intégrer le marché du travail, retourner aux études, se rétablir personnellement ou démarrer une entreprise. Il s'agit d'un modèle unique au monde.



17

régions administratives desservies

Les CJE sont **présents dans toutes les régions** administratives du Québec, couvrant ainsi les territoires ruraux, semi-ruraux et urbains.

Le projet de **CJE Virtuel** qui optimiserait le contact des jeunes à leur CJE en dépit des contraintes de distances.



+200k

jeunes bénéficiant chaque année d'un **accueil universel**

Les CJE accueillent et viennent en **aide à tous les jeunes de 15 à 35 ans** qui le demandent, qu'ils soient détenteurs de diplômes, décrocheurs ou raccrocheurs, et quelle que soit leur situation personnelle, professionnelle ou familiale.

Près de 2000 professionnels des CJE tiennent compte du parcours différencié de chaque jeune pour trouver des **solutions adaptées**.



111

CJE autonomes partageant des valeurs et une mission communes

Les CJE sont des **organisations communautaires indépendantes**, agiles et enracinées dans le tissu socio-économique de leurs communautés respectives.

Ceci leur permet de s'adapter et de **personnaliser leurs offres de services aux besoins locaux**.

Sources: Entrevues, site web du RCJEQ, rapport annuel 2023-24 du RCJEQ, analyse KPMG

Le RCJEQ: la force d'un réseau

Fondé en 1997, le Réseau des Carrefours Jeunesse Emploi du Québec (RCJEQ) regroupe, soutient et représente 92 des 111 des Carrefours jeunesse-emploi (CJE). Le RCJEQ collabore avec les CJE membres pour s'assurer qu'ils répondent le plus efficacement possible aux besoins diversifiés des jeunes Québécois. La valeur ajoutée du RCJEQ pour les CJE et les jeunes accompagnés s'articule entre autres autour des points suivants:

01

Facilitateur de gouvernance : Le RCJEQ assure une gouvernance solide et harmonieuse pour les CJE en fournissant un soutien direct et concerté, en continu. Cela garantit le respect des normes de gouvernance et favorise une collaboration cohérente. Le respect de l'autonomie des CJE et la recherche de consensus sont au cœur des préoccupations du RCJEQ.

02

Catalyseur de bonnes pratiques : Le RCJEQ identifie, promeut et met en œuvre de meilleures pratiques en interaction avec les CJE. Il contribue à la formation des CJE membres et développe des outils adaptés à leurs besoins (ex.: guides, programmes de formation, support pédagogique, etc.), contribuant ainsi à élever constamment la qualité des services offerts aux jeunes.

03

Générateur de partenariats et d'innovations sociales : Le RCJEQ mobilise et facilite la collaboration entre les CJE et leurs équipes, les gouvernements, les organisations locales et régionales, les partenaires multisectoriels, les entreprises et les jeunes. Ceci renforce la capacité à répondre aux besoins des jeunes en encourageant les CJE à développer des approches, des programmes et des projets novateurs pour résoudre des problématiques sociales et économiques de plus en plus complexes.

04

Interlocuteur privilégié du gouvernement: le RCJEQ participe activement aux discussions avec le gouvernement dans une optique de co-construction de politiques et programmes publics destinés aux jeunes. Le RCJEQ est interpellé directement par les autorités ministérielles et gouvernementales et agit à titre de membre de plusieurs comités mis en place par l'état. Il siège officiellement à certaines entités telle la Commission des Partenaires du Marché du Travail (CPMT). Le gouvernement du Québec confie notamment la gestion du programme CRÉNEAU au RCJEQ pour l'ensemble des CJE, peu importe leurs affiliations.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Un modèle reconnu par le gouvernement du Québec depuis 1995

Le modèle CJE est reconnu pour la première fois en 1995 par Jacques Parizeau, alors premier ministre du Québec. Sa contribution à la jeunesse québécoise est à nouveau soulignée à l'Assemblée nationale en 2021, cette fois-ci par le premier ministre François Legault.

Un modèle contribuant à « l'édification d'une société plus solidaire, plus humaine, plus fraternelle »

Dès 1995, le premier ministre du Québec Jacques Parizeau soulignait la valeur et l'importance du modèle CJE pour la jeunesse québécoise et la société dans son ensemble:

« Ces Carrefours seront des guichets uniques de référence pour les jeunes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail. **Ils devront s'adresser sans distinction à tous les jeunes, quel que soit leur statut social ou économique.** »

« Je pense que c'est une contribution dans le monde aussi complexe que nous avons développé. Dans le monde d'une complexité infinie que le chevauchement des gouvernements a créé, je pense que **c'est un service à rendre à toute la société en général, puis aux jeunes en particulier.** »

- Jacques Parizeau, premier ministre, 27 avril 1995



Un « outil » important, mais « sous-utilisé »

En 2021, le premier ministre du Québec François Legault réitérait le soutien du gouvernement à l'égard des CJE et l'importance de leur rôle pour la société québécoise:

« **On a besoin d'une meilleure intégration entre les différents ministères, les différents réseaux.** Je vous donne deux exemples, les écoles et les Carrefours jeunesse-emploi. [...] Il faut étendre le rôle des Carrefours jeunesse-emploi. [...] **Je pense que les Carrefours jeunesse-emploi ont un rôle important à jouer.** »

Il faut être capable d'avoir un meilleur lien. Vous savez, les écoles les connaissent, tous les jeunes qui décrochent. Donc il faudrait qu'il y ait un meilleur contact avec les autres ministères pour offrir tous les services et je pense qu'on a **un bel outil qui s'appelle les Carrefours jeunesse-emploi qui ont été sous-utilisés depuis plusieurs années.** »

- François Legault, premier ministre, 30 mars 2021



Sources: RCJÉQ, Plan d'action jeunesse 2025-2030; Encyclopédie Canadienne; Journal de Montréal; analyse KPMG

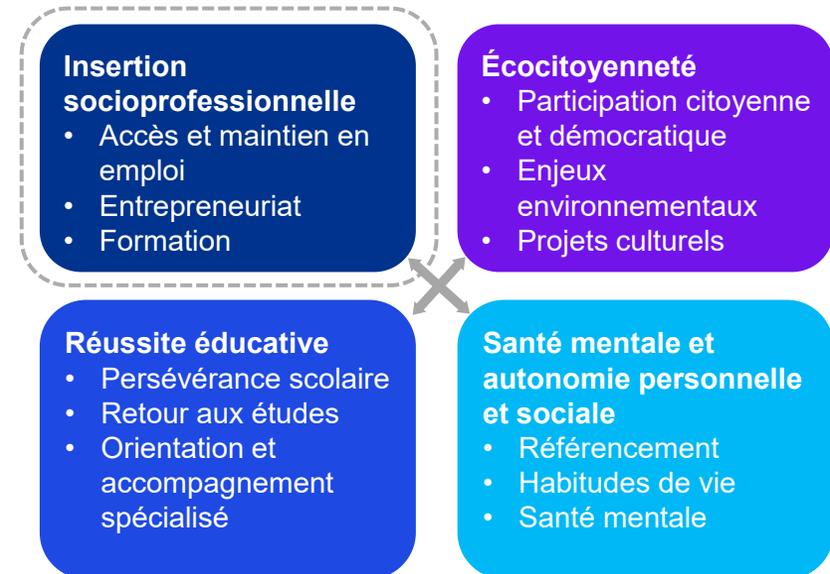
Un accompagnement articulé autour de quatre champs d'intervention

La mission première des CJE est de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, au bénéfice de la société et de l'économie du Québec. Trois autres champs d'intervention ont graduellement pris de l'importance dans la proposition de valeur des CJE en réponse aux enjeux rencontrés par la jeunesse québécoise: la réussite éducative, l'accès à la santé et aux services sociaux et l'écocitoyenneté.

- **L'insertion socioprofessionnelle:** Les CJE offrent des services d'orientation professionnelle, de recherche d'emploi et de formation pour favoriser une insertion durable sur le marché du travail. L'accent est mis sur le développement des compétences et l'accès à des opportunités professionnelles adaptées aux forces et aux aspirations des jeunes. Ils appuient également l'entrepreneuriat et offrent des services d'accompagnement aux entreprises.
- La **réussite éducative:** Les CJE offrent un soutien à la persévérance scolaire, dont des services de tutorat, d'accompagnement scolaire et d'orientation éducative pour aider les jeunes à surmonter les obstacles à l'apprentissage. Les CJE soutiennent aussi les jeunes dans leur retour aux études.
- La **santé mentale et l'autonomie personnelle et sociale:** Les CJE favorisent le maintien d'un équilibre de vie sain en fournissant des ressources sur la santé mentale, la prévention de la dépendance, la vie affective et sexuelle, et d'autres aspects de la santé. Ils font également le pont entre les jeunes et les organismes spécialisés, jouant ainsi un rôle important de référencement.
- L'**écocitoyenneté:** Les CJE encouragent la participation citoyenne notamment via des initiatives de bénévolat et de volontariat, et en soutenant l'implication personnelle dans des instances de gouvernance. Ils sensibilisent aussi les jeunes aux enjeux environnementaux et leur proposent différents types de projets culturels (ex.: professionnalisation artistique, mise en relation entre les jeunes et les artistes, etc.).

Champ d'intervention des Carrefours JEunesse

FOCUS PREMIER



Tous les CJE du Québec interviennent au moins sur ces quatre champs. L'action de nombreux CJE dépasse cependant ces axes prioritaires via une offre de programmes et services adaptée aux besoins spécifiques des jeunes de chaque territoire.

Sources: RCJÉQ, analyse KPMG

Des services personnalisés, adaptés aux besoins locaux

Bien que les CJE partagent un certain nombre de services clés, les offres de services varient d'un carrefour à l'autre. En tant qu'organismes autonomes, les CJE ont la capacité d'adapter leurs activités aux besoins des jeunes de leur région. En plus de l'offre de service nationale mise en œuvre dans l'ensemble des CJE, tous les carrefours développent un plan d'action adapté aux enjeux et réalités locales. Quelques exemples sont décrits ci-dessous.

Projet	Problématique	Solution
TOUCHER LE SOMMET	Des jeunes sont menacés de décrochage ou d'exclusion	Parcours de 10 semaines combinant défis physiques et mentaux, encadrement scolaire et ascension symbolique. Favorise la persévérance, l'estime de soi et l'engagement. Plus de 100 jeunes y participent chaque année dans les CJE des Laurentides.
DRÔLEMENT SAIN D'ESPRIT	Tabous et méconnaissance entourant la santé mentale chez les jeunes	Projet artistique utilisant l'humour pour aborder des enjeux comme l'anxiété ou le TDAH. Neuf jeunes ont présenté des numéros comiques devant un public. L'initiative favorise l'expression, la confiance et la sensibilisation. Porté par le CJE de la MRC de Maskinongé.
PROJET ODYSÉE	Retour aux études difficile pour les parents adultes en raison de responsabilités familiales, du manque de services de garde et d'un contexte peu adapté	Programme de 21 semaines combinant cours, ateliers parentaux, cuisine collective, transport, garde d'enfants et activités de groupe. Les participants développent compétences scolaires, confiance en soi et habiletés parentales. Porté par le CJE de d'Autray-Joliette, en partenariat avec des acteurs éducatifs et communautaires.

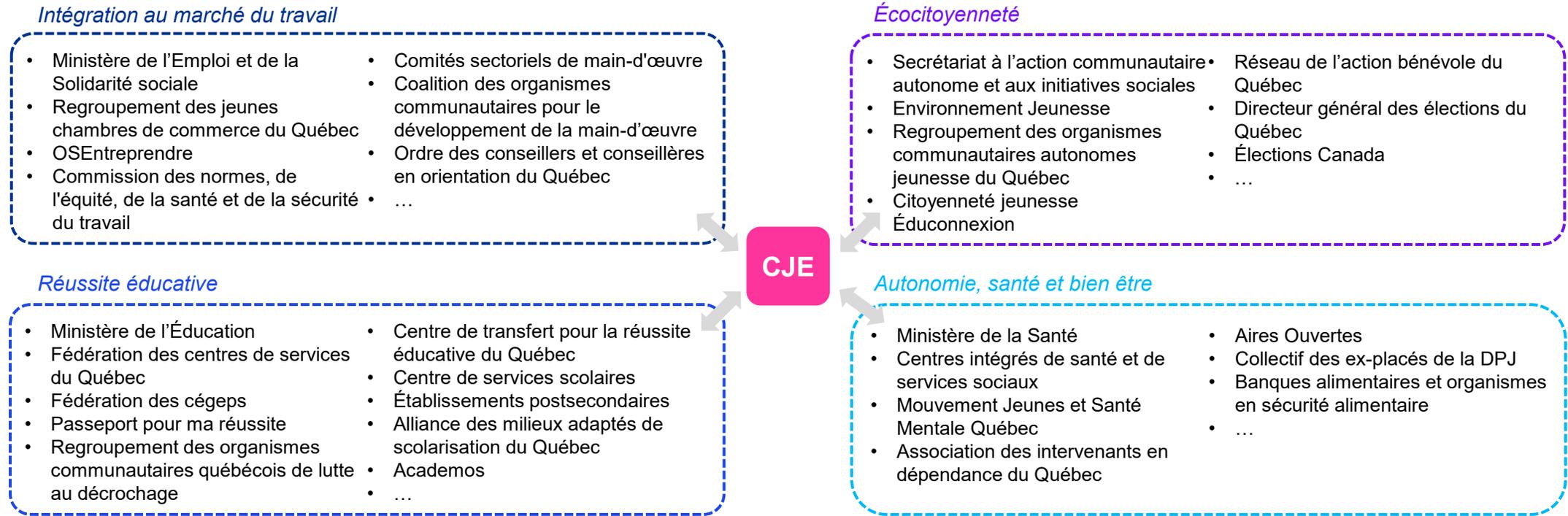
Pour adapter leurs services aux besoins des jeunes et maximiser leur impact, les CJE mènent diverses consultations. L'initiative #MaVoixCompte en est un exemple. Elle met en lumière les préoccupations des jeunes sur des enjeux comme l'éducation, le logement, la santé et l'environnement. Grâce à leur enracinement local, les CJE rejoignent aussi des jeunes éloignés des institutions. Les résultats alimentent la planification des actions à l'échelle provinciale. En 2025, la 3e édition a permis de consulter plus de 5 000 jeunes. Le RCJEQ prépare actuellement la 4e édition.



Sources: RCJEQ, Carrefour de la Vallée-de-l'Or, Carrefour Familial Hochelaga, CJE Hochelaga-Maisonneuve, ICI Côte-Nord, L'indice bohémien, analyse KPMG

Une offre de services complémentaire et dans la continuité de l'action d'autres acteurs éducatifs, économiques, sociaux et culturels locaux

Les CJE facilitent l'accès des jeunes à une multitude de ressources complémentaires via le référencement et le déploiement de partenariats. Cette collaboration entre les CJE et les autres ressources assurent la continuité et la transversalité des services offerts aux jeunes. Le schéma ci-dessous présente une liste non exhaustive de ces ressources:



Les CJE ne se positionnent pas comme alternatives aux ressources existantes, mais plutôt comme catalyseurs en première ligne, facilitant l'accès des jeunes à ces ressources.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Des services financés en grande partie par trois principaux bailleurs de fonds

L'activité des CJE est financée par plusieurs bailleurs de fonds, publics et privés, à l'échelle nationale ou sur une base régionale ou locale, reflétant ainsi l'intégration des CJE à leurs milieux respectifs. Certains financent les programmes et services d'un ou de quelques CJE uniquement, alors que d'autres offrent du financement à tous les CJE de la province. Le tableau ci-dessous présente les trois principaux bailleurs de fonds publics qui financent l'ensemble des CJE:

Bailleurs de fonds	Programmes	Descriptions
EMPLOI-QUÉBEC	Services d'aide à l'emploi (SAE)	Services publics de soutien à l'emploi se déclinant en sept groupes de services, incluant notamment des sessions d'information, des séances d'orientation, des conseils sur la recherche d'emploi, ou encore un accompagnement plus global et personnalisé afin d'aider les personnes éligibles à intégrer le marché du travail et à s'y maintenir. Pour être éligible à ces services, une personne doit respecter un certain nombre de critères.
SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (SAJ)	Créneau carrefour jeunesse	Programme qui s'adresse principalement aux jeunes de 15 à 35 ans et qui vise à: <ul style="list-style-type: none"> • Encourager la persévérance scolaire ou le retour aux études; • Favoriser l'acquisition de compétences et l'adoption de comportements contribuant au développement de l'autonomie sur les plans personnel et social; • Créer des opportunités pour les jeunes de participer à des projets entrepreneuriaux; • Multiplier les occasions de participer à des projets de bénévolat et de mettre en œuvre des projets ayant une utilité collective (volontariat); • Favoriser la présence des jeunes sur les lieux décisionnels.
SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS)	Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)	Le PSCJE est un programme de financement à la mission globale des CJE soutenant ces derniers dans le déploiement d'activités qui répondent aux besoins spécifiques des jeunes de leur communauté. Le programme comporte cinq axes prioritaires: 1) Accueil universel (ex.: accompagnement des jeunes inéligibles aux SAE), 2) Insertion socioprofessionnelle durable, 3) Réussite éducative, 4) Développement de l'autonomie et accès en santé et services sociaux et 5) Écocitoyenneté.

Sources: RCJEQ, Emploi-Québec, Gouvernement du Québec, analyse KPMG

Des champs d'intervention en phase avec les priorités gouvernementales

Les activités des CJE sont alignées aux sept axes du Plan d'action jeunesse 2025-2030 du Gouvernement du Québec.

Axes du Plan d'action jeunesse	Défis	Exemples d'intervention par les CJE
Emploi: Soutenir l'intégration et le maintien en emploi, et la formation.	<ul style="list-style-type: none"> Taux de chômage plus élevé chez les jeunes Transformation du marché du travail et incertitude quant aux métiers d'avenir 	<ul style="list-style-type: none"> Services d'orientation, de préparation de CV et d'entrevues, etc. Formations et développement de compétences
Entrepreneuriat: Soutenir le démarrage et la reprise d'entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> Baisse de l'intérêt des jeunes pour l'entrepreneuriat 	<ul style="list-style-type: none"> Camps de jours, programmes et projets permettant aux jeunes d'entreprendre Ateliers de sensibilisation
Environnement: Soutenir l'éducation environnementale et promouvoir l'écocitoyenneté.	<ul style="list-style-type: none"> Hausse de l'anxiété environnementale chez les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> Ateliers sur l'environnement Projets spéciaux (ex.: sur la consommation responsable, l'apiculture, etc.)
Culture: Favoriser l'accès à la culture, valoriser et promouvoir le français.	<ul style="list-style-type: none"> Inégalités dans l'accès à la culture et aux arts 	<ul style="list-style-type: none"> Séjours artistiques, culturels et historiques dans différentes régions du Québec
Éducation: Favoriser la persévérance scolaire, la diplomation et la qualification des jeunes.	<ul style="list-style-type: none"> Hausse du décrochage scolaire dans un contexte où les emplois demandent un niveau croissant de qualification 	<ul style="list-style-type: none"> Participation à des programmes de réussite et persévérance scolaires et déploiement d'initiatives pour faciliter la transition vers le secondaire
Santé: Favoriser une santé mentale positive et de saines habitudes de vie.	<ul style="list-style-type: none"> Hausse de l'anxiété et de la détresse psychologique chez les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> Intervention de première ligne pour rediriger les jeunes vers les bonnes ressources Ateliers sur les habitudes de vie et la dépendance
Citoyenneté: Soutenir le développement de la pensée critique et l'engagement civique.	<ul style="list-style-type: none"> Plus faible participation aux élections et à la vie politique que les autres groupes d'âge 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de comités pour soutenir la participation des jeunes à la vie associative de leur CJE Rencontre de candidats politiques et ateliers sur les élections Siéger sur des conseils d'administration

Sources: RCJEQ, Plan d'action jeunesse 2025-2030; analyse KPMG

Un modèle unique, qui rayonne sur la scène internationale

Le succès du modèle CJE au Québec lui a valu d'être reconnu par l'OCDE et a mené à la création d'ententes et de partenariats à l'international.

Reconnaissance du modèle CJE à l'étranger

Dans son rapport de 2014 intitulé *Stratégies d'emploi et de compétences au Canada*, l'OCDE émet la recommandation de « Continuer de porter une attention particulière à la diminution du nombre de décrocheurs scolaires et au raffermissement des liens entre les jeunes peu qualifiés et le marché du travail ».

L'organisation en profite pour souligner les progrès réalisés au Québec en matière de réduction du taux de décrochage, et plus précisément la contribution des CJE:

« Les carrefours jeunesse-emploi sont bien organisés et offrent divers programmes pour aider les jeunes. Ils occupent également une place de choix pour aider les employeurs locaux, les conseils sectoriels et la Commission des partenaires du marché du travail à soutenir les jeunes "à risque" de différentes façons et à encourager les décrocheurs sans titre de compétences à terminer leurs études. »



Un exemple de collaboration internationale

En juin 2017, le RCJEQ a signé un partenariat avec l'Union nationale des missions locales (UNML) en France, avec pour objectif de promouvoir la mobilité internationale des jeunes en insertion sociale et professionnelle.

Cette collaboration, soutenue par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), permet à des jeunes âgés de 16 à 35 ans, souvent éloignés de l'emploi, de participer à des séjours de remobilisation professionnelle au Québec. Ces missions, d'une dizaine de jours, offrent une immersion dans les milieux professionnels et culturels québécois, favorisant ainsi le développement de compétences personnelles et professionnelles.

Au-delà des échanges de jeunes, le partenariat encourage le partage de pratiques et le renforcement des liens entre les structures françaises et québécoises.

Sources: OCDE, CACJEQ, RCJEQ, UNML, analyse KPMG

03

**La contribution
socio-économique
des CJE**

La contribution socio-économique des services de soutien à l'emploi et aux études pour la clientèle des jeunes

L'impact socio-économique des services de soutien à l'emploi et aux études au Québec s'articule autour des trois axes d'analyses suivants – chacune de ces dimensions est détaillée dans les pages suivantes.

Impacts sur le jeune

- Encourager la diplomation chez les jeunes;
- Favoriser leur participation au marché du travail;
- Faciliter l'accès à des emplois mieux rémunérés;
- Apporter des bienfaits sur la santé physique et mentale des jeunes et sur leur sentiment d'autonomie et d'accomplissement.

Impacts sur le gouvernement et les contribuables

- Générer des revenus et éviter des coûts pour l'État et les contribuables.

Impacts sur la société

- Faciliter le maillage entre les jeunes et les entreprises et soutenir le développement économique régional;
- Accroître l'engagement citoyen et communautaire, et contribuer à la diminution de la criminalité chez les jeunes;
- Outiller les jeunes pour faire face aux enjeux environnementaux.

En raison de limites liées à la disponibilité des données, cette section vise à illustrer de manière qualitative les impacts socio-économiques attribuables aux services de soutien à l'emploi et aux études chez les jeunes.

Lorsque possible, les analyses sont complétées par des exemples quantitatifs tirés de la littérature et par des statistiques officielles. Des études de cas sont également présentées à la section 3.1 afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes fiscales, pour certains scénarios fréquemment rencontrés.

Des services de soutien aux études qui encouragent la diplomation chez les jeunes

Les services de soutien aux études offerts par les CJE offrent aux jeunes un accompagnement tout au long de leur parcours académique. Ces services encouragent la persévérance scolaire et soutiennent le retour aux études, facilitant l'obtention de diplômes.

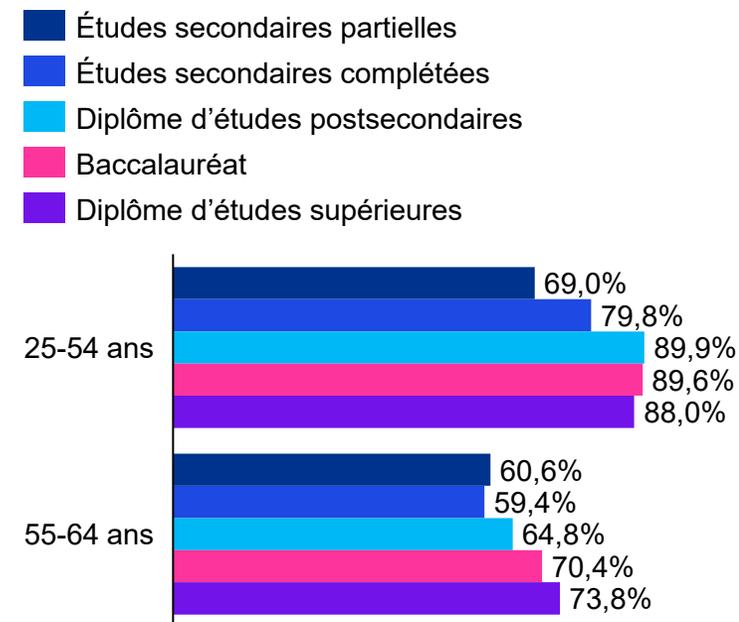
- Les services incluent:
 - L'accompagnement ciblé aux élèves du secondaire, visant à optimiser leurs chances d'obtenir leur diplôme et à prévenir le décrochage scolaire;
 - Le soutien aux jeunes pour faciliter la transition vers les études postsecondaires (ex.: ateliers sur le fonctionnement des études collégiales, sur les prêts et bourses, etc.);
 - Le soutien aux jeunes pour le retour aux études ou l'accès à la formation professionnelle.
- En 2023-2024, plus de 24 400 jeunes ont été accompagnés dans le cadre du volet Persévérance scolaire du programme Créneau, soit une augmentation de 12% par rapport à l'année précédente¹.

De tels services facilitent l'intégration des jeunes au marché du travail en assurant une meilleure adéquation entre leur niveau de qualifications et les exigences des employeurs.

- En décembre 2024, le taux d'emploi était de 69,0 % et de 79,8% respectivement pour les personnes non diplômées et celles détenant un DES, parmi la population de 25 à 54 ans. À titre comparatif, il était de 89,9% pour les personnes détenant un diplôme d'études postsecondaires.

Taux d'emploi par niveau de scolarité au Québec

En % de la population, décembre 2024



Source: Statistique Canada

La contribution des CJE au renouvellement des compétences à la requalification des jeunes prendra une importance croissante, dans un contexte où la durée de vie de ces compétences se raccourcira de plus en plus et où certains secteurs seront impactés par l'automatisation.

Note (1) Ces données portent sur 99 CJE (soit 90% des CJE de la province).

Sources: RCJÉQ, Statistique Canada, Secrétariat à la jeunesse, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, analyse KPMG



© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

Des services de soutien à l'emploi qui favorisent la participation des jeunes au marché du travail

Les services d'insertion socioprofessionnelle offrent aux jeunes du soutien dans leurs démarches visant à intégrer – ou à réintégrer – le marché du travail.

Ceux-ci comprennent notamment:

- Des activités d'aide à la recherche d'emploi, y compris la rédaction de CV et la préparation d'entrevues d'embauche;
- De l'accompagnement individuel avec des conseillers d'orientation;
- Des services de maintien en emploi, notamment via l'accès à certaines formations professionnelles et de l'accompagnement tripartite avec le jeune et son employeur;
- Des ateliers centrés sur la connaissance de soi, les compétences et les objectifs personnels.

Au-delà de l'obtention d'un emploi, ces services cherchent à encourager l'introspection et le développement personnel des jeunes afin que leur insertion sur le marché du travail soit durable et alignée avec leurs objectifs et leurs compétences. Ce faisant, ils réduisent les risques de pauvreté et d'exclusion sociale.

Ce type de services a eu des résultats probants sur la présence en emploi des jeunes par le passé. C'était le cas du Service spécialisé jeune (SSJ) d'Emploi-Québec¹, qui visait à accompagner les jeunes de 18 à 29 ans dans leur recherche d'emploi ou leur retour aux études. Ce programme n'est cependant plus soutenu par le gouvernement, ce dernier n'offrant plus de services d'emplois dédiés spécifiquement aux jeunes.

- Un rapport d'évaluation de 2019 a conclu que les participants au SSJ étaient plus susceptibles d'occuper un emploi dans les neuf mois suivant leur participation, comparativement à ceux qui n'y avaient pas participé, avec des taux de présence en emploi² respectifs de 48,3% et 28,9%.
- La proportion de temps passé en emploi³ était également plus élevée, en moyenne, chez les participants au SSJ (26,4% contre 13,9%).

Impact du Service spécialisé jeune (SSJ) sur l'insertion en emploi

En %, 2019

Mesures	Participants (n = 785)	Non-participants (n = 1500)	Écart
Présence en emploi (%) ²	48,3%	28,9%	19,4 p.p.
Proportion de temps passé en emploi (%) ³	26,4%	13,9%	12,5 p.p.

Source: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Notes: (1) Programme qui s'inscrivait dans la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE) d'Emploi-Québec. (2) Proportion des participants ayant occupé un emploi au cours des neuf mois suivant leur participation au SSJ. (3) Proportion de temps pendant laquelle le jeune a occupé un emploi, dans les neuf mois suivant sa participation au SSJ.

Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale; RCJÉQ; analyse KPMG

Des bienfaits sur la santé physique et mentale des jeunes et sur leur sentiment d'autonomie et d'accomplissement

Les organismes communautaires comme les CJE contribuent à briser l'isolement chez les jeunes et préviennent la marginalisation en offrant à tous un lieu où ils sont accueillis et pris en charge, quelle que soit leur situation personnelle et professionnelle.

- Plusieurs des jeunes ayant recours aux services des CJE rencontrent des difficultés dans leur vie, que ce soit au niveau scolaire, professionnel, relationnel ou autres. Ces difficultés ont parfois pour effet de créer de l'isolement et un sentiment d'impuissance chez les jeunes.
- L'accueil des CJE permet à ces jeunes de se sentir écoutés et de s'impliquer dans leur communauté via la participation à différents projets collectifs.

Les CJE jouent un rôle clé dans la prise en charge des jeunes en première ligne. Les services offerts incluent:

- Des ateliers de sensibilisation sur les saines habitudes de vie;
- Des séances de prévention de la dépendance (ex.: opioïdes, vapotage, tabagisme, drogues, etc.);
- Un accès facilité à des services d'infirmières cliniciennes, de psychothérapie, d'ergothérapie, d'orthophonie, de psychologie et de psychiatrie, grâce au réseau et aux liens existants entre les CJE et les ressources pertinentes.

L'action des CJE entraîne une amélioration notable de la santé mentale des jeunes. Dans le cadre d'un sondage de satisfaction des participants au programme Créneau, plus de 90% des répondants ont dit avoir vu un effet positif sur leur confiance en soi, leur sentiment d'accomplissement et leur niveau d'autonomie.

Sources: RCJEQ; Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec; SSM - Population Health, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Institut de recherche et d'informations socio-économiques, analyse KPMG

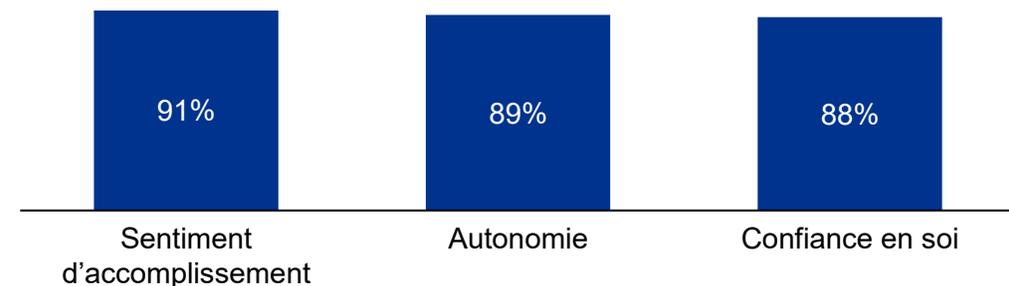


En plus de contribuer au bien-être des jeunes à court terme, l'action des CJE en matière de santé mentale est susceptible de générer plusieurs effets positifs à long terme, tant pour le jeune que pour la société dans son ensemble. Selon des rapports de l'IRIS et du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion:

- Une meilleure santé mentale durant la jeunesse serait associée à un taux d'emploi plus élevé à l'âge adulte, une participation accrue au marché du travail, et une diminution du risque de chômage ou de précarité économique à long terme.
- Une diminution des troubles mentaux contribuerait à réduire les coûts futurs liés à l'utilisation des services de santé, des prestations sociales et de l'absentéisme professionnel.

Impact du programme Créneau sur la confiance en soi, le sentiment d'accomplissement et l'autonomie des jeunes

En % des répondants, 2024-2025



Source: RCJEQ

Des services contribuant à la fois à générer des revenus et à éviter des coûts pour l'État et les contribuables

Les services tels que ceux offerts par les CJE ne profitent pas seulement aux jeunes : ils jouent un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements, tout en évitant certaines dépenses publiques. Cet impact découle principalement de quatre mécanismes :

 Augmentation des recettes fiscales		 Coûts évités	
1. Accroissement du bassin de contribuables	2. Augmentation du revenu moyen	3. Réduction des prestations sociales	4. Réduction des autres coûts sociaux
<ul style="list-style-type: none"> Les services de soutien à l'emploi et aux études favorisent la présence des jeunes sur le marché du travail. Lorsqu'un jeune obtient un emploi, il devient par le fait même un contribuable participant, par ses impôts et autres cotisations, à l'assiette fiscale de l'État. 	<ul style="list-style-type: none"> Les services de soutien à l'emploi et aux études favorisent l'accès à des emplois de meilleure qualité, qui peuvent se traduire par une stabilité accrue, des salaires plus compétitifs et une augmentation du nombre d'heures travaillées. Ceci entraîne du même coup une hausse du revenu moyen chez les jeunes, et donc une hausse des impôts et autres cotisations pour l'État. 	<ul style="list-style-type: none"> Les services de soutien à l'emploi et aux études contribuent à réduire le recours de certains jeunes aux programmes sociaux de soutien au revenu, tels que l'assurance-emploi et l'aide sociale. Ceci permet au gouvernement d'éviter le versement de prestations, qui peut alors allouer ces ressources vers des besoins plus prioritaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Plusieurs études ont démontré que la pauvreté et le décrochage mènent à des coûts sociaux plus importants pour l'État, notamment en santé en raison de l'adoption de moins bonnes habitudes de vie chez ces populations. À titre d'exemple, l'obésité et le tabagisme sont significativement plus prévalents chez les personnes moins scolarisées, selon les données de Santé Canada et de Statistique Canada.

Ces revenus financent à leur tour des dépenses gouvernementales, comme la santé ou l'éducation, ou des programmes tels que l'assurance-emploi, le FSS¹, le RRQ², et le RQAP³...

.... alors que ces coûts évités contribuent à réduire le fardeau fiscal pour les contribuables québécois.

Notes: (1) Fonds des services de santé. (2) Régime de rentes du Québec. (3) Régime québécois d'assurance parentale.

Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, R3USSIR, Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, Info-tabac, Santé Canada, Statistique Canada, analyse KPMG



Un soutien à la vitalité économique des territoires

Dans chacune des régions administratives du Québec, les CJE contribuent au développement économique régional de diverses façons :

Alignement avec les exigences du tissu industriel local

- Leur connaissance de la réalité économique de leur territoire leur permet d'offrir aux jeunes des services d'orientation, de formation, de qualification et de requalification adaptés aux exigences des employeurs locaux. Ceci assure une meilleure adéquation entre les compétences des jeunes et les besoins du marché du travail local.

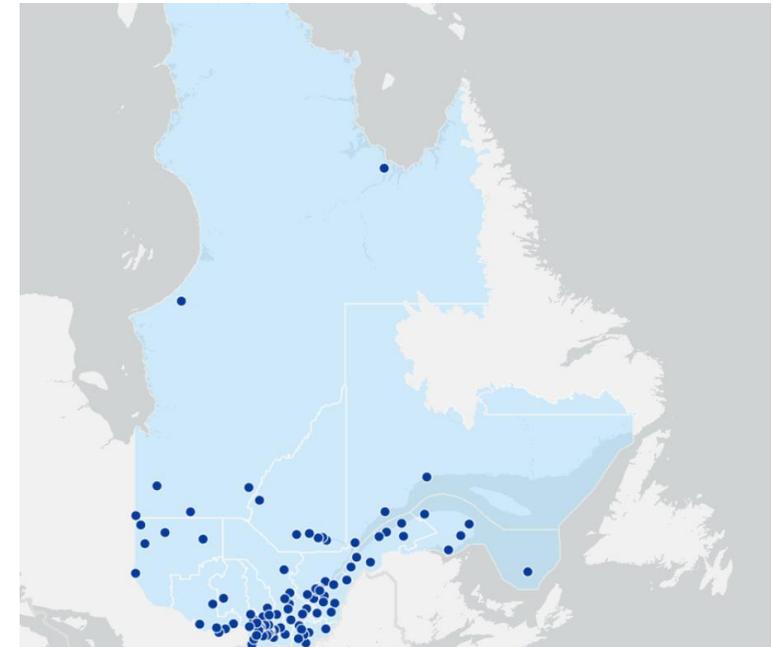
Activités de maillage entre les jeunes et les entreprises

- Ceci se concrétise par différents services, incluant:
 - Services d'accompagnement et de maintien en emploi pour les employés;
 - Activités de recrutement personnalisées (ex.: préentrevues, constitution de bassins de jeunes candidats potentiels, etc.);
 - Mise en valeur et promotion des entreprises locales (ex.: visites d'entreprises, organisation de stages, etc.);
 - Salons avec les employeurs.

Soutien aux projets entrepreneuriaux chez les jeunes, notamment sous la forme de:

- Aide à l'implantation de projets entrepreneuriaux dans les écoles et la communauté;
- Soutien au prédémarrage d'entreprise;
- Accompagnement du mentoré dans son développement professionnel et personnel.

Répartition des CJE sur le territoire du Québec



Source: Carte développée avec ArcGIS for Power BI

Ces initiatives contribuent de surcroît à limiter les risques d'exode vers d'autres régions.

Sources: RCJEQ, Gouvernement du Québec, CJE Montréal Centre-Ville, CJE du Témiscamingue, CJE de d'Autray Joliette, ArcGIS for Power BI, analyse KPMG

Renforcer l'engagement citoyen et prévenir la criminalité

Les CJE offrent aux jeunes l'opportunité de participer à différents projets de bénévolat et de volontariat. De telles initiatives permettent de développer un sens de la responsabilité sociale chez les jeunes, tout en renforçant la cohésion communautaire. Ces opportunités aident également à développer des compétences transversales, comme le leadership, la communication, la résolution de problème et le travail d'équipe.

- De 2021 à 2024, près de 26 700 jeunes ont participé à des initiatives de bénévolat¹.

Par le biais du programme Créneau, les CJE favorisent également l'accès et la participation des jeunes aux lieux décisionnels, y compris les conseils d'administration.

- Le programme Créneau cherche ainsi à contribuer à la formation de la relève en gouvernance, en offrant aux jeunes une première expérience de prise de responsabilités. Bien que les services varient d'un CJE à l'autre, certains offrent également aux jeunes une formation sur le fonctionnement et les responsabilités d'un conseil d'administration.

À travers des initiatives comme le mouvement #MaVoixCompte, le RCJÉQ et les CJE offrent aussi aux jeunes l'opportunité de s'exprimer sur les enjeux qui les préoccupent et d'adapter les programmes et services offerts pour qu'ils répondent mieux aux besoins de la jeunesse québécoise.

Note (1) Ces données portent sur 99 CJE (soit 90% des CJE de la province).

Sources: RCJÉQ, National Bureau of Economic Research [\[lien\]](#), London School of Economics and Political Science [\[lien\]](#), analyse KPMG

Par ailleurs, plusieurs études recensées dans une publication récente de la London School of Economics and Political Science indiquent que les personnes ayant un niveau de scolarité plus élevé et participant activement au marché du travail sont moins susceptibles de commettre des actes criminels.

- En favorisant la persévérance scolaire et l'insertion professionnelle, les services offerts par les CJE contribuent ainsi à la réduction de la criminalité chez les jeunes.

Nombre de jeunes accompagnés dans les volets Bénévolat et Volontariat du programme Créneau

En milliers de participants pour 99 des 111 CJE offrant le programme, 2021-2024



Source: RCJÉQ

À long terme, cette culture de l'engagement citoyen favorise une société plus solidaire, dynamique et résiliente, où les individus sont plus enclins à contribuer au bien commun et à participer activement à la vie démocratique.

Des outils pour faire face aux enjeux environnementaux

Les enjeux environnementaux figurent parmi les plus grandes préoccupations de la jeunesse québécoise.

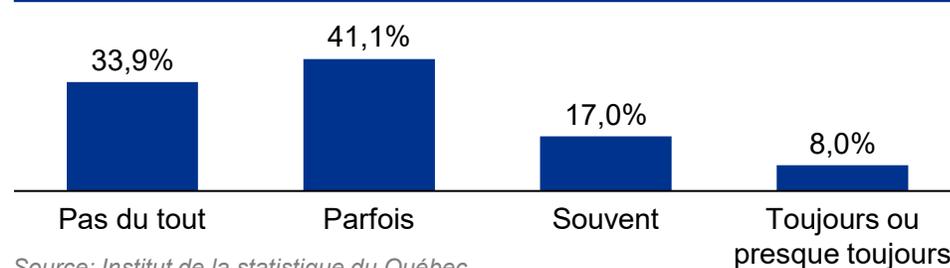
- L'Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire de 2022-2023 montrait que 41% d'entre eux ressentent parfois de l'écoanxiété, 17% en ressentent souvent et 8%, presque toujours.

Malgré cette inquiétude, plusieurs jeunes ne se sentent pas outillés pour poser des gestes concrets. Les CJE les aident à passer à l'action via la mise en œuvre de projets concrets.

- Que soit par l'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation, ou par la mise en place de projets spéciaux, les CJE offrent aux jeunes l'opportunité d'agir sur les enjeux qui les préoccupent.

Fréquence des sentiments d'écoanxiété

En % des jeunes du secondaire au Québec, n = 70 825, 2022-2023



Source: Institut de la statistique du Québec

Notes: (1) Selon l'Office québécois de la langue française, l'écoanxiété réfère à un « sentiment d'anxiété, préoccupation ou appréhension ressentis par une personne devant les bouleversements causés par les changements climatiques et leurs conséquences ».

Sources: RCJEQ (Répertoire de projets et guide en écocitoyenneté), MaVoixCompte, Plan d'action jeunesse 2025-2030, Institut de la statistique du Québec, Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire 2022-2023, analyse KPMG

Quelques exemples d'initiatives



Projet de volontariat en biodiversité: Les jeunes participants du CJE Thérèse-de-Blainville agissent comme patrouilleurs de la biodiversité pour la protection des espèces menacées sur la piste cyclable de la Seigneurie des Plaines afin de récolter des infos et limiter les risques de mortalité chez les espèces menacées.



Textilab: Le Textilab est une initiative du CJE de d'Autray Joliette. Il propose des solutions concrètes contre le gaspillage vestimentaire et permet aux jeunes d'explorer une approche alternative, créative et durable à leur garde-robe tout en devenant un réel acteur de changement dans leur communauté.



Volontariat écocitoyen: Au CJE Saint-Laurent, plusieurs jeunes sont engagés dans différentes initiatives générant un impact environnemental tangible sur leur territoire. Au total, près de 3000 interventions écocitoyennes ont été réalisées depuis 2023, incluant 1691 réparations de vélos, la sensibilisation de dizaines de jeunes à la production alimentaire locale et bio, et 938 déneigements ayant contribué à la sécurité de résidents vulnérables.

3.1

Trois cas types
illustrés par
des études
de cas

Une approche par études de cas

KPMG a développé une approche par études de cas afin d'illustrer l'impact potentiel des activités des CJE sur la rémunération des jeunes et les recettes gouvernementales, pour trois scénarios fréquemment rencontrés:

1. Accompagnement d'un jeune en situation de décrochage jusqu'à l'obtention de son diplôme d'étude secondaire (DES) ;
2. Intervention auprès d'un jeune en situation de travail précaire dans la recherche et l'obtention d'un emploi stable, à temps plein ;
3. Prise en charge d'un jeune prestataire du programme d'aide sociale et soutien à sa réinsertion sur le marché du travail.

Note méthodologique

Pour chacun des scénarios, KPMG a estimé l'impact potentiel du CJE sur la rémunération nette du jeune, ainsi que les recettes fiscales. Pour les fins de l'analyse, la rémunération nette est calculée sur la base du revenu d'emploi, après les cotisations fiscales et parafiscales. Elle inclut également les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale perçues par le jeune, le cas échéant.

L'impact sur les recettes gouvernementales tient compte de l'impôt provincial et fédéral sur le revenu des particuliers (calculé sur la base du taux d'imposition effectif), de même que les cotisations au Fonds des services de santé. Il tient également compte des cotisations à l'assurance-emploi qui ont été incluses afin de refléter par effet miroir les prestations d'assurance-emploi perçues par le jeune dans le cadre de l'étude de cas #1. Les autres cotisations parafiscales (Régime des rentes du Québec et du Régime québécois d'assurance parental) ont toutefois été exclues, puisque ces ressources sont dédiées à des programmes spécifiques et ne sont pas dirigées vers le fonds général du gouvernement. Les analyses considèrent également les coûts évités liés aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale, le cas échéant. Les hypothèses détaillées sont présentées à l'annexe A.



Cas 1: En soutenant la diplomation des jeunes, les CJE facilitent leur accès aux emplois mieux rémunérés

CONTEXTE

- Un jeune de 16 ans quitte l'école secondaire afin d'entrer sur le marché du travail à temps plein, où il pourra toucher le salaire horaire moyen québécois pour son niveau de scolarité (études secondaires partielles). En raison d'un plus faible niveau d'employabilité, ce jeune a de la difficulté à trouver un emploi stable en début de carrière. Il est donc estimé qu'au cours des dix premières années de sa vie active, celui-ci vivra des périodes de chômage équivalent à environ un mois par année. Le jeune serait alors éligible à l'assurance-emploi.
- Si ce jeune avait été suivi par son CJE, il aurait bénéficié d'un accompagnement et de soutien dans la poursuite de ses études secondaires. Il serait entré sur le marché du travail avec son DES en poche et aurait trouvé un emploi à temps plein, rémunéré au salaire moyen au Québec pour les diplômés du DES.

Impact sur la rémunération du jeune¹

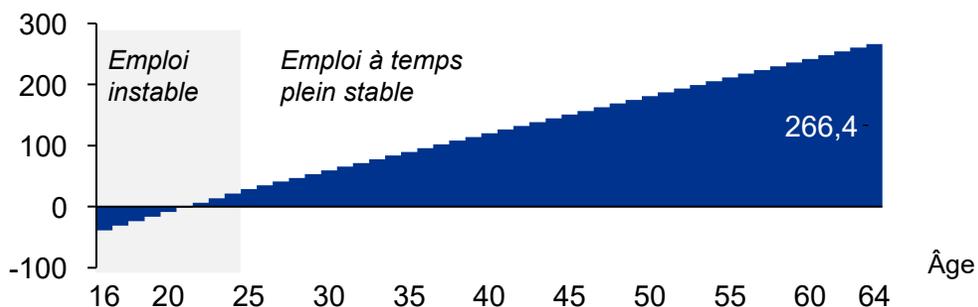
- En raison de son impact sur les conditions salariales et l'employabilité du jeune, l'obtention d'un DES aurait permis au jeune de **gagner des revenus 266,4k\$ plus élevés au cours de sa vie active que s'il avait décroché.**
- Dans le cas d'une jeune femme touchant le salaire moyen pour les femmes du Québec, cet écart serait de 285,8k\$.

Impact fiscal pour l'État²

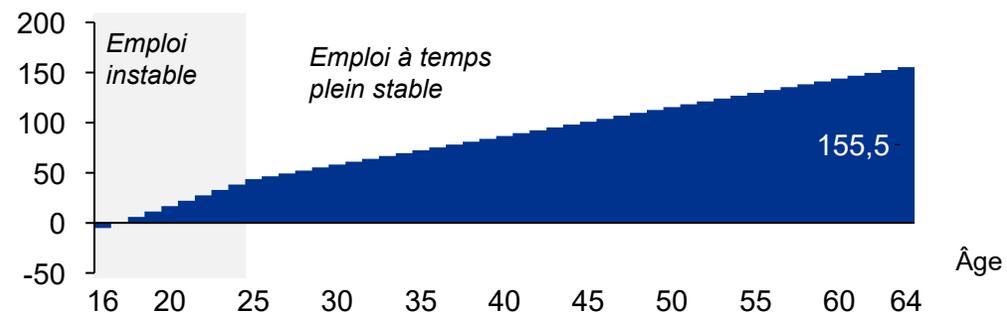
- En plus de permettre à l'État de toucher des **revenus supplémentaires de 134,1k\$**, l'intervention du CJE aurait pu contribuer à **réduire de 21,4k\$ les prestations versées** au jeune dans le cadre du programme d'assurance-emploi, pour un **impact total de 155,5k\$.**
- Pour une femme, cet écart serait de 149,0k\$.

IMPACTS

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulatif (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Cas 2: L'accompagnement des CJE facilite l'accès à des emplois de meilleure qualité

CONTEXTE

- Au terme de ses études, un jeune de 20 ans accepte un emploi à temps partiel rémunéré au salaire horaire moyen. Il y travaille environ 20h par semaine, soit la moyenne québécoise parmi les employés à temps partiel. Le jeune éprouve toutefois de la difficulté à dénicher un emploi stable à temps plein. Il est donc estimé que celui-ci occupera des emplois à temps partiel pendant les cinq années suivant son entrée sur le marché du travail.
- Si ce jeune avait été accompagné par son CJE, il aurait possiblement pu trouver un emploi à temps plein correspondant davantage à ses objectifs de carrière. Il y aurait travaillé environ 38h par semaine (rémunérées au salaire horaire moyen), soit la moyenne parmi les employés à temps plein au Québec.

Impact sur la rémunération du jeune

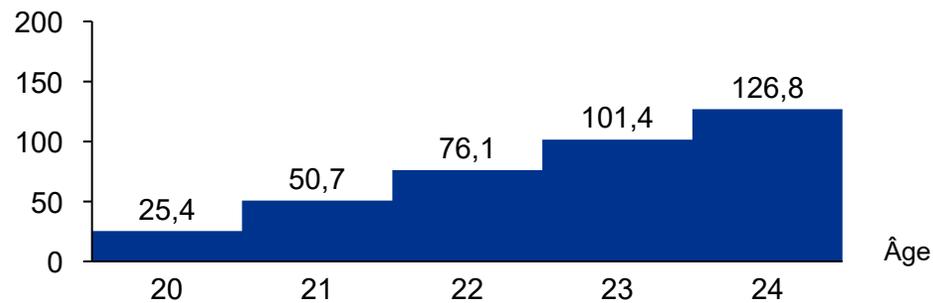
- En occupant un emploi à temps plein au cours des cinq premières années de sa vie active (20 à 24 ans), **le jeune aurait gagné 126,8k\$ de plus** que s'il avait dû occuper des emplois à temps partiel (213,1k\$ contre 86,3k\$ sur la période de cinq ans).

Impact fiscal pour l'État¹

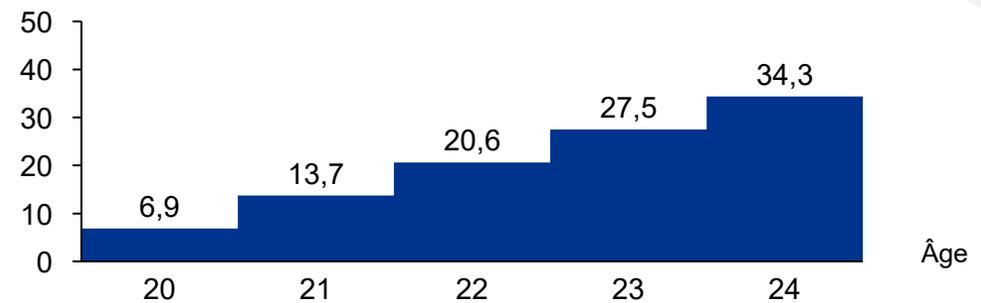
- La rémunération additionnelle découlant de l'accès plus rapide à un emploi à temps plein **aurait permis à l'État de dégager 34,3k\$ de recettes fiscales supplémentaires** sur ces cinq années (6,9k\$ par année).

IMPACTS

Écart cumulé de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulé (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Cas 3: Les CJE et leurs partenaires soutiennent la réinsertion des jeunes sur le marché du travail

CONTEXTE

- Au terme de ses études, un jeune âgé de 20 ans occupe un emploi à temps plein. À 30 ans, celui-ci rencontre une épreuve dans sa vie personnelle et sa santé mentale se dégrade. Se sentant incapable de travailler, il s'inscrit au programme d'aide sociale à travers lequel il reçoit des prestations de 829\$ par mois. Il est présumé que ce jeune reste à l'écart du marché du travail pour une période de 3,64 ans, soit la moyenne de la durée cumulative passée sur le programme pour les prestataires de moins de 35 ans.
- Si ce jeune avait bénéficié d'une prise en charge de son CJE, il aurait pu être dirigé vers les bonnes ressources en santé mentale, réduisant potentiellement de moitié le temps passé sur le programme d'aide sociale.

Impact sur la rémunération du jeune¹

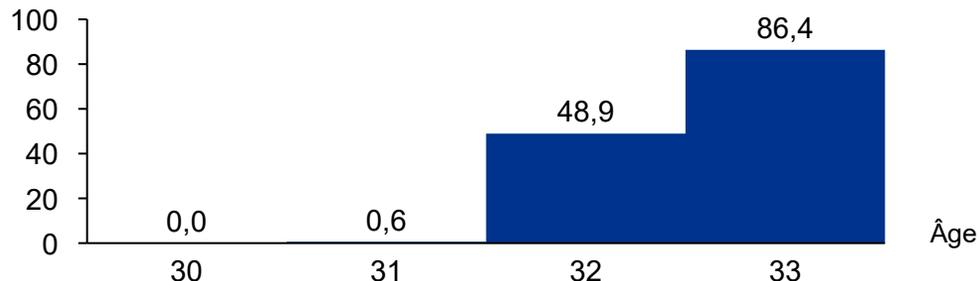
- Le jeune ayant bénéficié du soutien de son CJE et des autres ressources en santé mentale aurait **généralisé des revenus nets 86,4k\$ plus élevés** que s'il était demeuré sur le programme d'aide sociale pendant 3,64 ans.

Impact fiscal pour l'État²

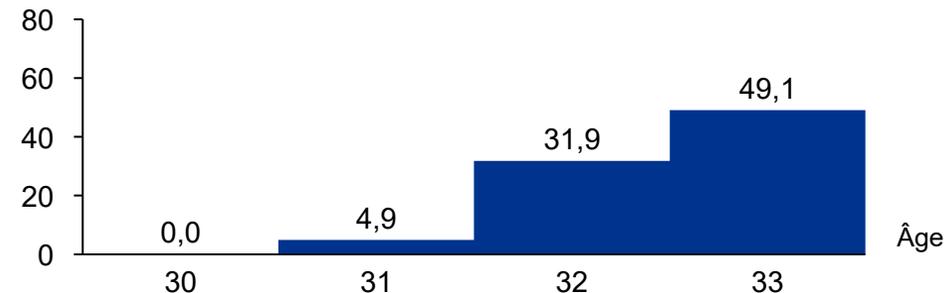
- En plus de permettre à l'État de toucher des **recettes supplémentaires de 3,9k\$** sur la période, l'intervention du CJE contribue également à **réduire de 18,1k\$ les prestations versées** au jeune dans le cadre du programme d'aide sociale, pour un **écart cumulé de 49,1k\$** sur la période.

IMPACTS

Écart cumulatif de rémunération nette (k\$)



Écart fiscal cumulatif (k\$)



Sources: Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Revenu Québec, analyse KPMG

Un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars pour les jeunes du Québec et l'État

Le tableau ci-dessous présente une estimation à haut niveau réalisée par KPMG du manque à gagner associé au décrochage scolaire, au travail à temps partiel involontaire et au recours à l'assistance sociale, en termes de rémunération nette pour les jeunes et de recettes gouvernementales nettes pour l'État. Des analyses plus fines seraient requises pour préciser ces valeurs.

Décrochage scolaire	Travail à temps partiel involontaire	Recours à l'assistance sociale
<p>En 2024-25, on estime à environ 11 000 le nombre de décrocheurs au Québec.</p> <p>En comparant leur situation à celle de détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, dont les salaires annuels moyens sont plus élevés, on observe des écarts de:</p> <p>3,0 G\$ de rémunération nette pour l'ensemble des 11 000 décrocheurs, sur la totalité de leur vie active.</p> <p>1,7 G\$ de recettes nettes pour l'État, sur la totalité de la vie active de ces 11 000 décrocheurs.</p>	<p>Au Québec, on estime à environ 15 000 le nombre de jeunes de 15 à 35 ans occupant un emploi à temps partiel de façon involontaire en 2025.</p> <p>En comparant une situation où ces jeunes occupent un emploi à temps partiel involontaire pendant une période de 5 ans à celle de jeunes occupant un emploi à temps plein, on observe des écarts de :</p> <p>1,9 G\$ de rémunération nette pour les jeunes travailleurs à temps partiel.</p> <p>0,5 G\$ de recettes nettes pour l'État.</p>	<p>En date d'avril 2025, on compte 56 330 prestataires du programme d'aide sociale de 35 ans et moins au Québec. Ces derniers demeurent inscrits au programme pendant une moyenne de 3,64 ans.</p> <p>En comparant leur situation à celle de jeunes ayant réussi à écourter de moitié le temps passé au sein du programme (soit 1,8 année), on observe des écarts de:</p> <p>4,9 G\$ de rémunération nette pour les jeunes, sur la période.</p> <p>2,8 G\$ de recettes nettes pour l'État.</p>

Au Québec, les CJE constituent un levier important pour réduire ces manques à gagner ou réaliser des économies de coûts, du point de vue des jeunes et de l'État. Grâce à l'accompagnement personnalisé et adapté offert aux jeunes, ils contribuent concrètement à la persévérance scolaire et à une intégration durable au marché du travail.

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, analyse KPMG



© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés. KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

04

Les défis rencontrés par les CJE

La capacité à garantir l'accessibilité d'une région à l'autre

Bien que les CJE soient présents dans toutes les régions administratives du Québec, l'accès demeure inégal, en particulier dans les régions les plus vastes.

- En 2024, le nombre de CJE par 10 000 km² de superficie était le moins élevé dans les régions du Nord-du-Québec (0,0), de la Côte-Nord (0,1) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (0,3), soient les trois régions au territoire le plus vaste.
- À titre comparatif, ce chiffre est de 3,8 dans la Capitale-Nationale, de 4,8 en Estrie et de 5,8 dans le Centre-du-Québec.

En conséquence, même si les CJE opérant sur de très grands territoires développent plusieurs points de service, certains jeunes habitant des régions moins densément peuplées peuvent rencontrer des difficultés d'accès aux services des CJE en raison des distances séparant certains d'entre eux et leur point de service.

Un CJE virtuel en développement

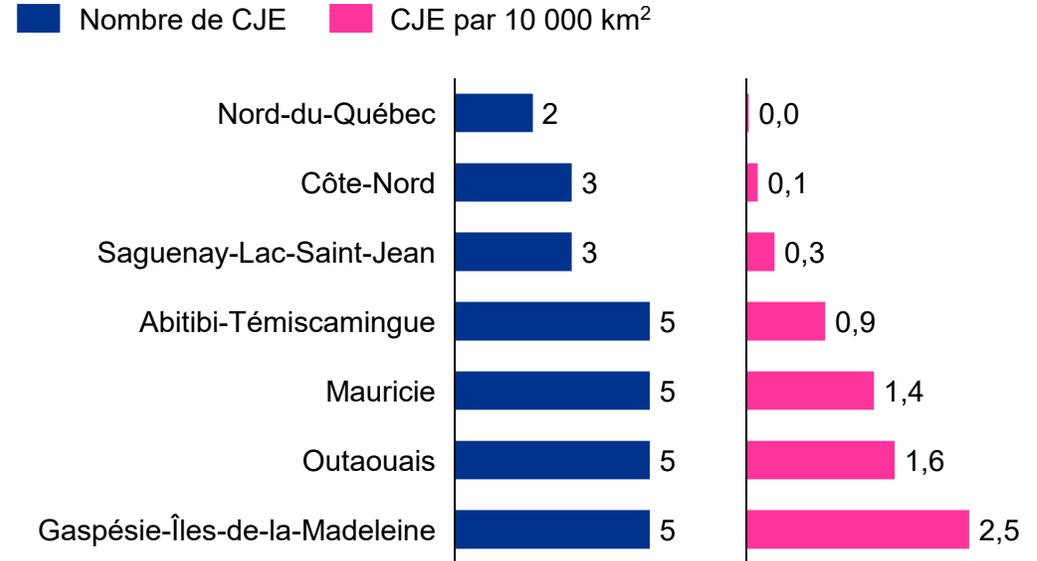
Ce CJE de l'Avenir permettra de fédérer tous les CJE du Québec et d'offrir à tous les jeunes du Québec un accès à son point de service via internet. Il facilitera également la création de liens entre les jeunes, les intervenants, les partenaires des CJE et les employeurs.

Le CJE de l'Avenir est actuellement en déploiement dans 32 CJE et, à terme, rassemblera tous les CJE. Il contribuera ainsi à rehausser le niveau d'accessibilité pour l'ensemble des jeunes du Québec.

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJEQ, analyse KPMG

Nombre de CJE dans les régions administratives les moins desservies

En nombre de CJE et en nombre de CJE par 10 000 km² de superficie, 2024¹



Source: RCJEQ, Institut de la statistique du Québec

Des coupes budgétaires qui affectent la population desservie

Entre 2021 et 2024, le financement gouvernemental alloué aux CJE a diminué, passant de 148 M\$ à 113 M\$, soit une baisse de 23,6%. Cette réduction est attribuable à une diminution de 35 M\$ (39,8%) dans le financement octroyé par Emploi-Québec.

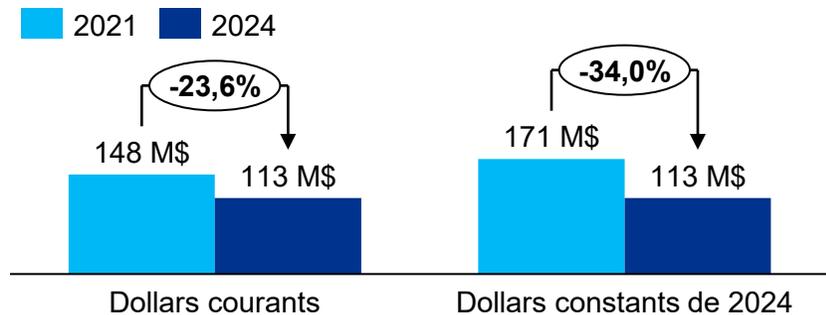
- Sur cette même période, l'inflation a atteint 15,7%¹ au Québec, contribuant à éroder davantage la capacité d'action des CJE. Lorsque calculée en dollars constants de 2024, la baisse de financement atteint 34,0%.

Les coupes budgétaires d'Emploi-Québec ont eu des répercussions significatives sur les CJE ainsi que sur la population desservie.

- Par exemple, 26 % ont été contraints de procéder à des mises à pied et 16 % ont abandonné des projets spéciaux. De plus, ces réductions ont entraîné une augmentation des temps d'attente pour 74 % des CJE et des bris de services pour 6 % d'entre eux.

Évolution du financement gouvernemental octroyé aux CJE

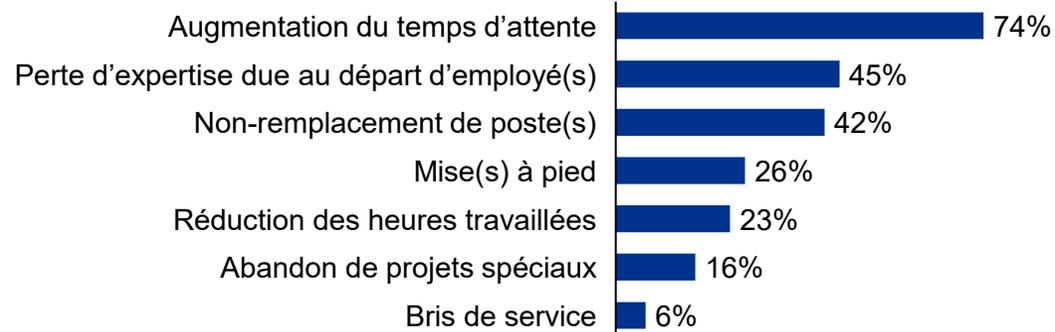
En millions de \$ constants de 2024, 2021 et 2024



Source: RCJEQ

Effets des coupures sur les CJE et les jeunes

En % des CJE membres ayant répondu au sondage du RCJEQ



Source: RCJEQ

Notons également que depuis l'arrêt du financement du Service spécialisé jeune (SSJ), Emploi-Québec n'offre plus de mesure dédiée spécifiquement aux jeunes. Compte tenu des enjeux particuliers rencontrés par la jeunesse québécoise, une telle situation pourrait mener à des résultats sous-optimaux en matière d'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

Notes: (1) Le taux d'inflation est calculé sur la base de l'indice d'ensemble des prix à la consommation au Québec, pour la période allant de mars 2021 à mars 2024.

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJEQ, analyse KPMG

Une entente avec Emploi-Québec menant à l'exclusion de nombreux jeunes

Le financement octroyé par Emploi-Québec est calculé sur la base des services rendus à la population et selon des critères précis définis dans l'entente avec les CJE.

- Dans un sondage mené par le RCJEQ auprès de ses membres, de septembre à octobre 2024, 70% des répondants ont affirmé percevoir un resserrement de l'admissibilité des clients en 2024-2025. À titre d'exemple, l'entente avec Emploi-Québec ne prévoit plus de financement pour les services de réorientation professionnelle (ex. un jeune en emploi souhaitant changer de carrière) et de retour aux études.
- D'après les estimations du RCJEQ, environ 25 000 jeunes ont été exclus des services des CJE, de juillet 2023 à juin 2025, parce qu'ils ne correspondaient pas aux critères d'admissibilité définis par Emploi-Québec. Des exemples de jeunes exclus sont présentés ci-dessous.



Jessica (nom fictif), une jeune mère de Lanaudière, est en arrêt de maladie pour épuisement professionnel et reçoit des prestations de l'assurance-emploi.

Elle redoute le moment de son retour au travail puisque ses horaires de travail ne s'arriment pas avec celles de la garderie de son fils de 18 mois. Elle occupe un emploi aux horaires atypiques difficilement conciliables avec son nouveau rôle de mère.

Suivie par une travailleuse sociale, elle dit se sentir isolée et ne plus trouver de sens dans son travail. Évoquant son lien d'emploi, Services Québec refuse qu'elle soit accompagnée par son CJE pour l'aider à trouver un emploi mieux adapté à sa réalité.



Robert (nom fictif), jeune étudiant de 20 à 24 ans de la région de la Mauricie, a un profil particulier.

Tout en ayant un haut potentiel, il doit aussi composer avec un trouble du spectre de l'autisme et un TDAH, ce qui entraîne des défis distincts, comme des difficultés d'adaptation.

Étant présentement sans source de revenus, il a contacté son CJE pour l'épauler dans sa recherche d'emploi étudiant ainsi que pour l'aider à trouver un stage.

Cependant, Services Québec refuse de lui offrir les services de son CJE, puisqu'il est aux études à temps plein.

Sources: Institut de la statistique du Québec, RCJEQ, analyse KPMG

Une lourdeur administrative mobilisant une grande proportion des ressources

La complexité de la structure de financement contraint les CJE à allouer le tiers de leurs ressources aux tâches administratives.

- Les CJE sont financés par le biais de cinq programmes différents, relevant de deux ministères, de trois ministres provinciaux et d'un ministre fédéral. Chacune des ententes de financement comporte ses propres objectifs et exigences en matière de reddition de comptes. Au total, plus de 2 500 rapports sont remplis chaque année par les CJE. D'après les estimations du RCJEQ, ces processus de redditions de compte mobilisent approximativement le tiers des ressources des CJE et donc le tiers du financement octroyé par l'État.
- Selon le RCJEQ, en plus de nuire à l'accessibilité des services, cette lourdeur administrative pousse certains employés à quitter les CJE, accentuant davantage les enjeux de manque de ressources.

Un système d'accréditation

Le RCJEQ souhaite engager les CJE dans un processus d'amélioration continue via le déploiement d'un système d'accréditation qui permettrait d'homogénéiser la qualité de la gouvernance et des services en:

- Établissant collectivement des critères de qualité et un processus d'évaluation agréés par l'État;
- Facilitant la partage de meilleures pratiques;
- Développant une culture d'organisation apprenante.

Une telle accréditation serait gage de qualité, notamment auprès des instances gouvernementales et pourrait donc permettre de simplifier les redditions de compte.

Sources: RCJEQ, analyse KPMG

Principales ententes de financement et instances gouvernementales responsables

Programmes	Services d'aide à l'emploi	Jeunes en mouvement vers l'emploi	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales	Secrétariat à la jeunesse
Ministres provinciaux	Ministre de l'Emploi		Ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire	Ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Jeunesse
Ministères provinciaux	Ministère de l'Emploi			Ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Ministres fédéraux	Ministre de l'Emploi et des Familles et Secrétaire d'État Enfance et Jeunesse (en appui)			

05

Conclusion et pistes de réflexion

Conclusion

1. Le marché du travail est en pleine transformation et les jeunes seront appelés à jouer un rôle clé dans le renouvellement de la main-d'œuvre.

- Le déploiement de nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, transformera une proportion croissante d'emplois. Les jeunes seront particulièrement impactés, notamment en raison de la vulnérabilité de certains postes d'entrée sur le marché du travail à l'automatisation.
- En parallèle, le vieillissement de la population se traduit par un nombre croissant de départs à la retraite, qui continueront d'exercer de la pression sur le marché du travail. Les jeunes continueront donc à jouer un rôle clé dans le renouvellement de la main-d'œuvre.

2. Les jeunes font toutefois face à plusieurs défis en matière d'intégration au marché du travail.

- Les jeunes et les personnes peu scolarisées sont confrontés à un taux de chômage élevé et certains doivent recourir aux programmes d'assistance sociale. Ces phénomènes peuvent notamment s'expliquer par l'inadéquation entre les compétences acquises et les emplois offerts sur le marché du travail, le manque d'expérience, de même que leur surreprésentation dans les secteurs d'activités précaires et vulnérables à l'automatisation ou aux fluctuations économiques.
- De plus, les jeunes Québécois sont de plus en plus nombreux à développer des troubles anxieux et à vivre de la détresse psychologique.

3. Dans ce contexte, les CJE continueront d'être des alliés présents et disponibles pour la jeunesse québécoise.

- Les services de soutien aux études et d'insertion socioprofessionnelle offerts par les CJE encouragent la formation des jeunes et facilitent leur intégration au marché du travail.
- Les CJE jouent donc un rôle essentiel pour maintenir et accroître de façon durable l'assiette fiscale des gouvernements, tout en évitant certaines dépenses publiques, liées notamment aux programmes d'assurance-emploi et d'assistance sociale.
- En participant au développement d'une main-d'œuvre reflétant les exigences du tissu industriel local, en offrant des activités de maillage entre les jeunes et les entreprises et en soutenant les projets entrepreneuriaux des jeunes, les CJE contribuent également au développement économique régional.

4. Malgré leur contribution, les CJE font face à des obstacles limitant la portée de leurs activités et la qualité des services offerts aux jeunes.

- La complexité des ententes de financement avec les différentes instances gouvernementales et la lourdeur administrative des processus de reddition de comptes obligent les CJE à consacrer une part conséquente de leurs ressources aux tâches administratives plutôt qu'à leur mission première: l'accompagnement des jeunes.

Afin de mieux répondre aux besoins des jeunes, d'utiliser de manière plus efficiente les fonds publics et d'accroître la contribution socio-économique des CJE, différentes pistes de réflexion sont identifiées à la page suivante.

Pistes de réflexion : Six axes permettant aux CJE de mieux répondre aux besoins des jeunes

Pour le gouvernement:

01

Centraliser les enveloppes de financement sous la responsabilité d'un seul ministère afin de simplifier et **d'alléger les exigences administratives** liées à la reddition de comptes, et pour permettre aux CJE de concentrer leurs efforts sur leur mission principale. **Assurer un financement stable et pluriannuel, indexé au coût de la vie.**

02

Veiller à ce que la structure des ententes de financement gouvernementales **garantisse un accès universel** aux services, pour tous les jeunes, sans égard aux particularités de leur situation personnelle. Selon le RCJEQ, cet accès universel pourrait être atteint à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire existante suivant l'allègement des exigences administratives qui permettrait aux CJE de concentrer leurs efforts sur les services aux jeunes plutôt qu'aux tâches administratives (voir piste précédente).

03

Veiller à ce que les mesures publiques d'aide à l'emploi garantissent un **accompagnement personnalisé et adapté aux besoins spécifiques des jeunes.**

Pour RCJEQ:

04

Mettre en place un **processus collecte de données en continu et exhaustif** pour mesurer l'étendue et la portée des activités des CJE dans leurs différents domaines, et pour aider les CJE à saisir les besoins propres à chaque territoire. Explorer des opportunités de partenariat avec des institutions de recherche.

05

Poursuivre l'**implantation du CJE de l'Avenir** (CJE virtuel) afin de renforcer le réseau et les relations entre les CJE, leurs équipes, les jeunes, les partenaires et les employeurs de l'ensemble.

06

Poursuivre et réussir l'élaboration et la **mise en œuvre d'un système d'accréditation** qui favorise une dynamique associative saine, s'appuyant sur l'**application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion** au sein de tous les CJE.

La mise en place d'un groupe de travail réunissant des parties prenantes de plusieurs ministères ainsi que du RCJEQ pourrait constituer une première étape structurante pour concrétiser ces ambitions. Ce dernier pourrait notamment se pencher sur la manière dont les services offerts aux jeunes pourraient être ajustés en réponse aux enjeux rencontrés.

La mise en œuvre de ces pistes de réflexion permettrait des gains en efficacité, en équité et en productivité



Défis actuels

- Financement en baisse et octroyé par le biais de plusieurs programmes et ministères différents.
- Multiplication des ententes de financement qui engendre une importante lourdeur administrative.
- Des critères d'admissibilité restrictifs pour certains programmes qui excluent de nombreux jeunes chaque année.
- Un vaste territoire à desservir qui engendre un accès inégal dans certaines régions.



Un modèle repensé

- Des enveloppes de financement centralisées sous la responsabilité d'un seul ministère.
- Un accès universel aux services des CJE, sans égard aux particularités dans la situation personnelle des jeunes.
- Des services intégrés et accessibles partout au Québec avec le déploiement du CJE de l'Avenir.
- Une collecte de données exhaustive et en continu sur les activités des CJE.
- Un système d'accréditation favorisant l'application rigoureuse des meilleures pratiques de gestion au sein de tous les CJE.



Effets escomptés

Une plus grande efficacité

- Allègement de la charge administrative attribuable aux nombreuses redditions de compte.
- Augmentation du temps alloué aux interventions auprès des jeunes.
- Visibilité accrue sur les activités des CJE et leurs impacts, ainsi que sur les besoins des jeunes.
- Adoption des meilleures pratiques de gestion.

Une plus grande équité

- Réduction du nombre de jeunes exclus et amélioration de la couverture de services des CJE sur l'ensemble du territoire.

Une plus grande productivité

- Soutien accru à la persévérance scolaire et au rehaussement des compétences.

Sources: RCJÉQ, analyse KPMG

Annexe A

**Hypothèses détaillées et
méthodologie utilisées
pour les études de cas**

Hypothèses utilisées dans le cadre des études de cas (1/3)

Les principales hypothèses du calcul de différentiels de rémunération des jeunes et de recettes fiscales

Cas	Hypothèses	Sources (si pertinent)
Générales	Les analyses supposent un départ à la retraite à 65 ans, soit l'âge normal de retraite pour le Régime de rentes du Québec.	Retraite Québec
	Pour des fins de simplification, les analyses assument un salaire réel constant sur l'ensemble de la vie active (hausse du salaire nominale équivalente à l'inflation).	
	Les recettes fiscales incluent l'impôt sur le revenu des particuliers (provincial et fédéral), ainsi que les cotisations à l'assurance-emploi et au Fonds des services de santé (FSS). Elles excluent les cotisations au Régime des rentes du Québec (RRQ) et au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), puisque ces ressources sont dédiées à des programmes spécifiques et ne sont pas dirigées vers le fonds général du gouvernement.	
	L'impôt sur le revenu est calculé sur la base du taux d'imposition effectif au Québec. Puisque les données les plus récentes datent de 2022, le taux d'imposition a été calculé sur les salaires déflatés en dollars de 2022, puis appliqué aux salaires en dollars de 2024. Les analyses supposent donc un taux d'imposition effectif constant entre 2022 et 2024.	Taux d'imposition effectifs individuels fédéraux et provinciaux, Statistique Canada, Tableau 11-10-0054-01
	Afin d'estimer la cotisation employeur au FSS, les analyses supposent que les personnes travaillent pour des entreprises dont la masse salariale totale excède 7,8M\$.	Revenu Québec
	Le temps travaillé correspond à la moyenne québécoise des heures effectivement travaillées par semaine en 2024, à savoir 18,9h pour un emploi à temps partiel, et 39,3h pour un emploi à temps plein.	Moyenne des heures habituellement et effectivement travaillées durant la semaine de référence selon le type de travail, Statistique Canada, Tableau 14-10-0043-01

Hypothèses utilisées dans le cadre des études de cas (2/3)

Cas	Hypothèses	Sources (si pertinent)
Étude de cas 1: Obtention d'un DES vs décrochage	Pendant les périodes de chômage, le jeune est admissible à l'assurance-emploi et touche 55% de son salaire.	Assurance-emploi et prestations régulières, Gouvernement du Canada
	Qu'il décroche ou qu'il obtienne son DES, le jeune touche le salaire moyen pour son niveau de scolarité (22,80\$/h sans diplôme et 27,08\$/h avec un DES).	Rémunération horaire moyenne des employés, selon le genre pour diverses caractéristiques de la main-d'œuvre de l'emploi et du milieu de travail, Institut de la statistique du Québec
	Le taux moyen de sortie sans diplôme ni qualification du secondaire sur la période de 2018-19 à 2022-23 (14,58%) est représentatif du taux de sortie de 2024-25 (non disponible en date de ce rapport).	Sorties sans diplôme ni qualification au secondaire Institut de la statistique du Québec
	Le nombre total d'élèves du secondaire en 2024-25 a été estimé en appliquant le taux de croissance historique des cinq dernières années pour lesquelles les données étaient disponibles (2018-19 à 2022-23).	Prévision de l'effectif scolaire de l'ensemble du Québec Ministère de l'Éducation du Québec
	La proportion d'élèves sortants par rapport au nombre d'élèves total en 2024-25 est équivalente à celle observée en 2020-21.	Taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire, Édition 2023 Ministère de l'Éducation du Québec
	Les décrocheurs représentent 90% des élèves sortants.	Hypothèse KPMG

Hypothèses utilisées dans le cadre des études de cas (3/3)

Cas	Hypothèses	Sources (si pertinent)
Étude de cas 2: Emploi à temps plein vs temps partiel	Les salaires modélisés se basent sur le revenu horaire moyen pour un emploi à temps partiel (18,57\$/h) et pour un emploi à temps plein (24,33\$/h), parmi les travailleurs québécois de 15 à 24 ans, en 2024.	Salaires des employés selon l'industrie, Statistique Canada, Tableau 14-10-0064-01
	En mars 2025, on comptait 32 900 travailleurs à temps partiel involontaires au Québec. La part des 35 ans ou moins a été estimée en fonction du nombre de chômeurs de 15 à 24 ans et de la moitié de ceux de 25 à 44 ans. Selon cette méthode, on estime à 15 072 le nombre de travailleurs à temps partiel involontaires âgés de 15 à 35 ans.	Note de l'emploi Enquête de la population active – Mars 2025 Institut du Québec Taux de chômage, taux d'activité et taux d'emploi selon le niveau de scolarité atteint, données annuelles Statistique Canada, Tableau 14-10-0020-01
Étude de cas 3: Emploi vs programme d'aide sociale	Le salaire modélisé se base sur le revenu horaire moyen pour un emploi à temps plein au Québec, en 2024 (35,99\$/h).	Salaires des employés selon l'industrie, Statistique Canada, Tableau 14-10-0064-01
	La prestation mensuelle au programme d'aide sociale est de 829\$ en 2025, soit le montant des prestations en vigueur pour les adultes qui ne sont pas aux études, vivent seuls, et n'ont ni revenu de travail, ni contraintes à l'emploi.	Aide sociale et solidarité sociale, Gouvernement du Québec
	L'étude de cas suppose que sans l'intervention du CJE, le jeune passerait 43 mois sur le programme d'aide sociale, soit la durée cumulative moyenne pour les prestataires de 35 ans et moins. Avec l'intervention, il est estimé que cette durée serait réduite de moitié.	Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, Avril 2025 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
	Le nombre total de prestataires de 35 ans au programme d'aide social est estimé à 56 330 personnes.	Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, Avril 2025 Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Annexe B

Autres exemples de projets

Projets pertinents proposés par les CJE

Le tableau ci-dessous présente d'autres projets intéressants mis sur pied par certains CJE:

Nom du projet	Description	CJE
Vocation en Art!	Parcours de formation gratuit offert aux artistes de la relève sur des thèmes comme le statut d'artiste, la préparation aux expositions, la création du dossier artistique et la mise en lumière de parcours inspirants. En 2024, 27 CJE y ont participé et ont formé plus de 300 artistes.	27 CJE dont le CJE Marguerite-d'Youville
Projet Justice Allié.e.s	Services gratuits d'information juridique offerts aux personnes 2SLGBTQIA+ et à leurs proches, en collaboration avec le Centre de justice de proximité Laval-Laurentides-Lanaudière. Ils incluent notamment des services juridiques notariaux permettant entre autres aux personnes de consulter un notaire pour obtenir une consultation, ainsi que la rédaction de documents tels qu'une renonciation à une succession, un testament, un mandat de protection en cas d'inaptitude.	CJE Thérèse-De Blainville
L'Apparte	Initiative conçue pour les jeunes de 16 à 25 ans et visant à préparer les participants à la vie en appartement. Les activités réalisées par les participants incluent notamment des ateliers de planification des repas en fonction des spéciaux, une activité d'épicerie en autobus et de préparation de repas santé à petit budget, un atelier sur le budget avec Mes finances, mes choix, etc.	CJE de Pierre-De Saurel

Sources: CJE Marguerite-d'Youville, CJE Thérèse-De Blainville, CJE de Pierre-De Saurel, analyse KPMG



Avis au lecteur

Le présent document, qui a été préparé par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. (« KPMG »), est destiné au Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec – RCJEQ – (le « client »), conformément aux conditions du contrat de mission (le « contrat de mission ») daté du 7 août 2023.

KPMG ne garantit pas et ne déclare pas que les informations contenues dans le présent document sont exactes, complètes, suffisantes ou adéquates pour leur usage par toute personne ou entité autre que le client ou pour toute autre fin que celle énoncée dans le contrat de mission. Toute personne ou entité autre que le client ne devra pas s’y appuyer, et KPMG décline expressément dans la présente toute responsabilité ou obligation pouvant découler de l’usage du présent document à l’égard de toute personne ou entité autre que le client.



kpmg.com/ca/fr

L'information publiée dans le présent document est de nature générale. Elle ne vise pas à tenir compte des circonstances de quelque personne ou entité particulière. Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude de cette information et pour vous la communiquer rapidement, rien ne garantit qu'elle sera exacte à la date à laquelle vous la recevrez ni qu'elle continuera d'être exacte à l'avenir. Vous ne devriez pas y donner suite à moins d'avoir d'abord obtenu un avis professionnel se fondant sur un examen approfondi des faits et de leur contexte.

© 2025 KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario et cabinet membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, société de droit anglais à responsabilité limitée par garantie. Tous droits réservés.

KPMG et le logo de KPMG sont des marques de commerce utilisées sous licence par les cabinets membres indépendants de l'organisation mondiale KPMG.

Document Classification: KPMG Public